

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2355

3 septembre 2014

SOMMAIRE

Charterhouse Poppy V	112994	Hammer Hold S.A.	112996
Charterhouse Poppy VI	112994	Happy Quick S.A.	112996
CM Capital Markets Latinamerica S.A. ...	112999	Haspolux A.G.	112997
Codeja S.à r.l.	112994	HCC Holding S.A.	112997
Conway S.A.	112994	Healthcare Promise Investment Partners S.A.	112996
Copra S.à.r.l.	112999	Helioven One S.à r.l.	112997
Crèche Le Jardin Enchanté	112995	Helioven Two S.à r.l.	112997
Crosslink Investment Consulting S.A. ...	112995	H.I.G. Luxembourg Holdings 39 S.à r.l. ...	112996
Cross Property Investment East Sàrl ...	112995	Hime Holding 2 S.A.	112998
Cross Property Investment Sàrl	113040	H.L. Consult S.à r.l.	112996
De Sayter S.à r.l.	112995	HLSS Luxco 1A S.à r.l.	112997
D Lux Peintures S.à r.l.	112995	HLSS Luxco 1B S.à r.l.	112998
DMS Platform SICAV-SIF	113040	HR Access Solutions Luxembourg S.à r.l.	112998
D’Pettener Schlässerei S. à r.l.	112999	Hydrotec-Assainissement S.à r.l.	112998
East-West United Bank	113039	Imprimerie Albert LUX s.à r.l.	112998
Ellomay Luxembourg Holdings S.à r.l. ..	112999	Innova AF S.à r.l.	113040
Energy Machines S.A.	113040		
Euro Automation Services	112999		
Findus Manco S.C.A.	113000		
Grosvenor First European Property Invest- ments S.A.	112994		

Charterhouse Poppy V, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 116.735.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014089928/9.

(140106462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Charterhouse Poppy VI, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 116.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014089929/9.

(140106504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Codeja S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 71.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014089993/10.

(140107031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Conway S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 101.142.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Jadot / J. Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014090011/11.

(140107745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Grosvenor First European Property Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 60.935.

EXTRAIT

Suite à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société, qui s'est tenue le 30 juin 2014, il a été décidé:

- de renouveler le mandat de M. Jean Bodoni, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée de 6 (six) ans; et
- de renouveler le mandat de Deloitte S.A., en tant que réviseur d'entreprise agréé de la Société avec effet immédiat et ce, pour une durée de 6 (six) ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Référence de publication: 2014092854/15.

(140110640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.

Crèche Le Jardin Enchanté, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8352 Dahlem, 4, Um Paerchen.

R.C.S. Luxembourg B 169.522.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014089950/9.

(140106762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Cross Property Investment East Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 175.007.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014089954/9.

(140107179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

De Sayer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 150.222.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090025/10.

(140106918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

D Lux Peintures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1151 Luxembourg, 23, rue Paul Albrecht.

R.C.S. Luxembourg B 178.030.

Le bilan rectifié au 31.12.2013, qui remplace le bilan 31.12.2013, déposé au Registre de Commerce en date du 16/05/2014 sous la référence (L140080508) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/06/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014090021/13.

(140106476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Crosslink Investment Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 56.765.

Extrait de la résolution prise par l'associé unique de la Société en date du 19 mai 2014

L'associé unique de la Société prend acte de la démission de Monsieur Vladimir Zhelezov de son mandat d'administrateur de la société avec effet au 31 mai 2014.

L'associé unique décide, à l'unanimité des voix, d'accepter ces démissions.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014090018/13.

(140107365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

H.I.G. Luxembourg Holdings 39 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 182.328.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juin 2014.

Référence de publication: 2014090182/10.

(140106499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Hammer Hold S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 116.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090189/10.

(140107321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

H.L. Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 182.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 160.358.

Extrait de la résolution prise par l'associé unique, en date du 18 juin 2014:

- transfert du siège social au 1, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, avec effet au 1^{er} avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014090183/11.

(140107101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Healthcare Promise Investment Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 162.694.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.

Banque Domiciliataire

Référence de publication: 2014090184/11.

(140106494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Happy Quick S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 65.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014090190/12.

(140106715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Haspolux A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 94.527.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014090192/10.

(140107164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

HCC Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 95.666.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27.06.2014.

Référence de publication: 2014090194/10.

(140107206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Helioven One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 159.886.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature / Marc Lamberty.

Référence de publication: 2014090185/11.

(140107671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Helioven Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 159.890.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature / Marc Lamberty.

Référence de publication: 2014090186/11.

(140107670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

HLSS Luxco 1A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 180.926.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014090203/12.

(140107425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Hime Holding 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 180.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014090201/10.

(140107091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Imprimerie Albert LUX s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 13, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 61.077.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Lux.

Référence de publication: 2014090215/10.

(140107483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

HR Access Solutions Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 145.170.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2014.

Référence de publication: 2014090206/11.

(140107643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Hydrotec-Assainissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6981 Rameldange, 14, Appelwee.

R.C.S. Luxembourg B 155.557.

Les comptes annuels au 30/06/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014090209/11.

(140107196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

HLSS Luxco 1B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 182.748.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014090204/12.

(140107424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Euro Automation Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, route des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 151.384.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Georges Sarkozy.

Référence de publication: 2014090055/10.

(140107577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

CM Capital Markets Latinamerica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 60.698.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 juin 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014089990/10.

(140107522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Copra S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4499 Limpach, Aresdorferhaff.
R.C.S. Luxembourg B 33.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Izaak VAN DE SLUIS
Le gérant technique

Référence de publication: 2014090012/11.

(140107059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

D'Pettener Schlösserei S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7463 Pettingen, 3, rue du Château.
R.C.S. Luxembourg B 104.796.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monsieur Theodore PRICKAERTS
Le gérant technique

Référence de publication: 2014090023/11.

(140107026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Ellomay Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 153.319.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26/06/2014.

TMF Corporate Services S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014090054/12.

(140106863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Findus Manco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.296.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen on the twenty-fifth day of June.

Before the undersigned, Henri HELLINCKX, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Findus Manco GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and a share capital of EUR 12,500.-, registered with the Luxembourg register of commerce and companies (RCS) under number B 184.308,

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

2. Jari LATVANEN, manager, born on January 11, 1964 in Tampere, Finland, residing at Søbakkevej 12, 2840 Holte, Denmark,

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

3. Matthieu LAMBEAUX, manager, born on August 5, 1969 in Grenoble, France, residing at 29 rue Horace Vernet, F-78110 Le Vesinet, France,

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

4. Peter WARD, manager, born on July 30, 1958 in Louth, United Kingdom, residing at Louth (United Kingdom), The Hall, Market Stainton, Market Rasen, Lincolnshire LN8 5LJ,

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

5. James HILL, manager, born on February 22, 1961 in Glasgow, United Kingdom, residing at Cleves House, 103 Palace Road, East Molesey, KT8 9DU, United Kingdom,

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

6. William SHOWALTER, manager, born on January 30, 1963 in Indiana, USA, residing at Oakridge, Grimms Hill, Great Missenden, Bucks, HP16 9BG, United Kingdom,

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

7. David ALLEN, manager, born on July 30, 1960 in Oregon, USA, residing at 539 Northwest Highway, Apartment 11011, Irving, TX 75039, USA.

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

8. Wayne HUDSON, manager, born on September 17, 1964 in Dewsbury, West Yorkshire, United Kingdom, residing at Green Field House, 2 Crowlees Road, Mirfield, West Yorks, WF14 9PR, United Kingdom.

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

9. Niklas FINNE, manager, born on September 12, 1969 in Angelholm, Sweden, residing at Raketgatan 12, 224 57 Lund, Sweden.

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

10. Malcolm LOFTS, manager, born on December 21, 1958 in Cleethorpes, United Kingdom, residing at Casterfield, 40 Ings Lane, Waltham, Grimsby, North East Lincolnshire, SN37 0HB, United Kingdom.

here represented by Annick Braquet, employee, residing professionally in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state, as follows, the articles of incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

Definitions

“B Shareholder” means a holder of B Shares;

“B Share Return Event” means (1) an NBU Quotation; or (2) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (i) the entire issued share capital of any companies specifically named in the definition of NBU below; or (ii) the whole (or substantially the whole) of the assets and undertakings of the NBU;

“B Shares” means the B1 Shares, B2 Shares, B3 Shares and B4 Shares (as applicable);

“Bad Leaver” means a Leaver who is not a Good Leaver;

“Business Bad Leaver” has the meaning given to it in Article 10.6.2;

“Business Day” means a day, other than a Saturday, Sunday or public holiday in the United Kingdom or Luxembourg, on which clearing banks in the City of London and Luxembourg are generally open for business;

“Business Good Leaver” has the meaning given to it in Article 10.6.1;

“Business Leaver Fair Market Value” has the meaning given to it in Article 10.6.3;

“Business Management Shareholder” means a holder of B Shares, C Shares or D Shares;

“Business Return Event” means B Share Return Event, a C Share Return Event or a D Share Return Event (as applicable);

“Business Unit” means each of the NBU, UBU and the SBU;

“B1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B1 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 5 million) equal to 1 per cent (1 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B1 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“B1 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B1 Share; and (ii) the B1 Share Return divided by the number of B1 Shares in issue on the date of the B Share Return Event;

“B1 Share Threshold” means the NBU Percentage of the aggregate amount of the Senior Obligations, as at the date of the B Share Return Event;

“B2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B2 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,666,666) equal to the Pro Rata Entitlement multiplied by the B2 Share Return Amount as at the date of the B Share Return Event;

“B2 Share Return Amount” means (i) 16 per cent (16 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B2 Share Threshold multiplied by (ii) the Vested Entitlement;

“B2 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B2 Share; and (ii) the B2 Share Return divided by the number of B2 Shares in issue on the B Share Return Event;

“B2 Share Threshold” means the aggregate of the B1 Share Threshold plus the B1 Share Return plus the NBU Percentage of the total amount of interest payable on the Midco Junior PECs (and interest on any interest thereon) and the total amount of interest payable on the Management PECs (and interest on any interest thereon) and assuming a redemption or repurchase of the Midco Junior PECs and the Management PECs, as at the date of the B Share Return Event;

“B3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B3 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,666,666) equal to 16 per cent (16 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B3 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“B3 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B3 Share; and (ii) the B3 Share Return divided by the number of B3 Shares in issue on the date of the B Share Return Event;

“B3 Share Threshold” means the aggregate of the B2 Share Threshold, plus (i) the NBU Percentage of all amounts due for repayment on the Topco B Shares and Topco C Shares in each case as at the date of the B Share Return Event and (ii) the B2 Share Return;

“B4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“B4 Share Amount” means 1 per cent (1 %) of the amount by which the NBU Disposal Value is in excess of the B4 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“B4 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each B4 Share; and (ii) the B4 Share Amount divided by the number of B4 Shares in issue on the date of the B Share Return Event;

“B4 Share Threshold” means the aggregate of the B3 Share Threshold plus the B3 Share Return;

“C Shareholder” means a holder of C Shares;

“C Share Return Event” means (1) an SBU Quotation; or (2) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (i) the entire issued share capital of any companies specifically named in the definition of SBU below together with the intellectual property used by the SBU held by Frionor Sverige AB; or (ii) the whole (or substantially the whole) of the assets and undertakings of the SBU;

“C Shares” means the C1 Shares, C2 Shares, C3 Shares and C4 Shares (as applicable);

“C1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C1 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 4 million) equal to 1 per cent (%) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C1 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“C1 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C1 Share; and (ii) the C1 Share Return divided by the number of C1 Shares in issue on the date of the C Share Return Event;

“C1 Share Threshold” means the SBU Percentage of the aggregate amount of the Senior Obligations, as at the date of the C Share Return Event;

“C2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C2 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,333,333) equal to the Pro Rata Entitlement multiplied by the C2 Share Return Amount as at the date of the C Share Return Event;

“C2 Share Return Amount” means (i) 13 per cent (13 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C2 Share Threshold multiplied by (ii) the Vested Entitlement;

“C2 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C2 Share; and (ii) the C2 Share Return divided by the number of C2 Shares in issue on the C Share Return Event;

“C2 Share Threshold” means the aggregate of the C1 Share Threshold plus the C1 Share Return plus the SBU Percentage of the total amount of interest payable on the Midco Junior PECs (and interest on any interest thereon) and the total amount of interest payable on the Management PECs (and interest on any interest thereon) and assuming a redemption or repurchase of the Midco Junior PECs and the Management PECs, as at the date of the C Share Return Event;

“C3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C3 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 1,333,333) equal to 13 per cent (13 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C3 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“C3 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C3 Share; and (ii) the C3 Share Return divided by the number of C3 Shares in issue on the date of the C Share Return Event;

“C3 Share Threshold” means the aggregate of the C2 Share Threshold, plus (i) the SBU Percentage of all amounts due for repayment on the Topco B Shares and Topco C Shares in each case as at the date of the C Share Return Event and (ii) the C2 Share Return;

“C4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“C4 Share Amount” means 1 per cent (1 %) of the amount by which the SBU Disposal Value is in excess of the C4 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“C4 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each C4 Share; and (ii) the C4 Share Amount divided by the number of C4 Shares in issue on the date of the C Share Return Event;

“C4 Share Threshold” means the aggregate of the C3 Share Threshold plus the C3 Share Return;

“D Shareholder” means a holder of D Shares;

“D Share Return Event” means (1) a UBU Quotation; or (2) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (i) the entire issued share capital of any companies specifically named in the definition of UBU below together with the intellectual property used by the UBU held by Findus Sverige AB; or (ii) the whole (or substantially the whole) of the assets and undertakings of the UBU;

“D Shares” means the D1 Shares, D2 Shares, D3 Shares and D4 Shares (as applicable);

“D1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D1 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 6 million) equal to 2 per cent (2%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D1 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“D1 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D1 Share; and (ii) the D1 Share Return divided by the number of D1 Shares in issue on the date of the D Share Return Event;

“D1 Share Threshold” means the UBU Percentage of the aggregate amount of the Senior Obligations, as at the date of the D Share Return Event;

“D2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D2 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 2,000,000) equal to the Pro Rata Entitlement multiplied by the D2 Share Return Amount as at the date of the D Share Return Event;

“D2 Share Return Amount” means (i) 20 per cent (20%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D2 Share Threshold multiplied by (ii) the Vested Entitlement;

“D2 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D2 Share; and (ii) the D2 Share Return divided by the number of D2 Shares in issue on the D Share Return Event;

“D2 Share Threshold” means the aggregate of the D1 Share Threshold plus the D1 Share Return plus the UBU Percentage of the total amount of interest payable on the Midco Junior PECs (and interest on any interest thereon) and the total amount of interest payable on the Management PECs (and interest on any interest thereon) and assuming a redemption or repurchase of the Midco Junior PECs and the Management PECs, as at the date of the D Share Return Event;

“D3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D3 Share Return” means the amount (up to a maximum of GBP 2,000,000) equal to 20 per cent (20%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D3 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“D3 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D3 Share; and (ii) the D3 Share Return divided by the number of D3 Shares in issue on the date of the D Share Return Event;

“D3 Share Threshold” means the aggregate of the D2 Share Threshold, plus (i) the UBU Percentage of all amounts due for repayment on the Topco B Shares and Topco C Shares in each case as at the date of the D Share Return Event and (ii) the D2 Share Return;

“D4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“D4 Share Amount” means 2 per cent (2%) of the amount by which the UBU Disposal Value is in excess of the D4 Share Threshold multiplied by the Vested Entitlement;

“D4 Share Return Price” means the higher of (i) the nominal value of each D4 Share; and (ii) the D4 Share Amount divided by the number of D4 Shares in issue on the date of the D Share Return Event;

“D4 Share Threshold” means the aggregate of the D3 Share Threshold plus the D3 Share Return;

“EBT” means the employee benefit trust established under the laws of Guernsey pursuant to the Trust Deed;

“EBT Level 1 Return” means any return on the Topco Management Tracker Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event multiplied by the Vested Entitlement;

“EBT Level 2 Return” means any return on the Topco Management Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event multiplied by the Vested Entitlement;

“EBT Level 3 Return” means any return on the Topco D Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event multiplied by the Vested Entitlement;

“EBT Level 4 Return” means any return on the Topco E Shares received by holders thereof at the time of a Group Return Event multiplied by the Vested Entitlement;

“E Shares” means the E1 Shares, E2 Shares, E3 Shares and E4 Shares (as applicable);

“E1 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“E2 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“E3 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“E4 Shares” means the ordinary redeemable voting shares in the share capital of the Company with a par value of EUR 0.01 each having the rights and being subject to the obligations in these Articles;

“General Partner” means Findus Manco GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, and in the process of being registered with the Luxembourg register of commerce and companies, in its capacity as general partner of the Company;

“Good Leaver” means any Leaver: (A) who is deemed to be a Good Leaver by the General Partner; or (B) whose employment or engagement by the Group ceases as a result of:

(a) death or personal incapacity due to ill health or disability (save, in each case, where caused by alcohol or substance abuse);

(b) retirement in accordance with his terms of employment or the election of retirement at the age of 65 or over;

(c) dismissal other than in circumstances where:

(i) he was dismissed by the Group for a reason constituting Misconduct on his part or for failing to comply with a written warning relating to Misconduct or potential Misconduct given by the relevant member of the Group within a reasonable period of time after having received such written warning; or

(ii) the Topco Board unanimously passes a resolution stating it has lost confidence in him (or, where the Leaver was a member of the Topco Board, all members of the Topco Board other than such Leaver having voted in favour of a resolution stating that the Topco Board has lost confidence in him);

“Good Leaver Excess Amount” means that part of any consideration paid or payable to a Good Leaver who is subsequently a Re-classified Bad Leaver and/or his Related Holders for their Leaver Equity in excess of that which would have been paid or payable had the Good Leaver who is subsequently a Re-classified Bad Leaver been classified as a Bad Leaver at the Leaver Date;

“Group” means Topco, Midco and Luxco and their respective subsidiaries from time to time and “Group Company” means any one of them;

“Group Bad Leaver” has the meaning given to it in Article 10.7.2;

“Group EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the Group as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“Group Good Leaver” has the meaning given to it in Article 10.7.1;

“Group Leaver Fair Market Value” has the meaning given to it in Article 10.7.3;

“Group Management Shareholder” means a holder of E Shares that does not hold any B Shares, C Shares or D Shares;

“Group Return Event” means (i) the completion of the sale to a third party that is not a Group Company of (a) the entire issued share capital of Midco or (b) the Business Units as part of the same transaction that have not been disposed of pursuant to a Business Return Event or (ii) a Topco Share Sale or (iii) a Quotation;

“Intercreditor Agreement” means the Intercreditor agreement dated 19 July 2013 between, among others, Societe Generale, London Branch as Security Agent, Societe Generale, London Branch as RCF Agent and the Debtors (each as defined in the Intercreditor Agreement);

“IRR” means the annualised discount rate (expressed as a percentage) which, when applied to a series of cash-flows, produces an aggregate net present value of such cash flows equal to zero;

“Leaver” has the meaning given to it in Article 10.1;

“Leaver Date” means, in relation to a Leaver and each of his Related Holders:

- (a) where a payment is made in lieu of notice, the date on which that payment is made;
- (b) if the Leaver resigns, the date of that resignation;
- (c) if the Leaver dies, the date of his death or certification of such death (if the date of death is unknown); and
- (d) in any other circumstances, the date on which the Leaver ceases to be actively employed or engaged by a Group Company (including, for the avoidance of doubt, the date of commencement of any period of notice, gardening leave or other period following which employment/engagement will automatically terminate);

“Leaver Equity” has the meaning given to it in Article 10.1;

“Leaver Loan Notes” has the meaning given to it in Article 10.9;

“Leaver Offer” has the meaning given to it in Article 10.1;

“Listing” means the effective admission of the shares of Topco, or the shares in any new holding company of Topco incorporated for such purposes, or the shares of any other Group Company to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“Luxco” means Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., a company incorporated in Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg with registered number B140.337;

“Management PECs” means up to 1,000,000 subordinated, unsecured 25% PIK preferred equity certificates of GBP1.00 each to be issued by Midco to certain of the Management Shareholders on or about the incorporation date of the Company;

“Management Shareholder or Limited Shareholder” means a holder of Management Shares;

“Management Shares” means each of the B Shares, C Shares, D Shares and E Shares;

“MEP Expenses” means the ongoing annual costs, fees and expenses incurred in connection with the Group management equity plan (including, but not limited to, the annual administration, accounting and maintenance fees, costs and expenses relating to the Company, the General Partner, Findus Intermediary Holdings S.à. r.l. and the trustee(s) of the EBT from time to time);

“Midco” means Marlin 1 Luxembourg S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg and registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg with registered number B 171.210, having its registered office at 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

“Midco Junior PECs” means the subordinated, unsecured 25% preferred equity certificates issued by Midco;

“Misconduct” means any of:

- (a) the committing of any act of misconduct warranting summary termination at common law (or its equivalent in any jurisdiction other than the United Kingdom);
- (b) the serious breach by an employee or consultant of the obligation of trust and confidence to his employer;

(c) the committing of any material or persistent breach of any of the terms or conditions of an employee's or consultant's service agreement including any wilful neglect of or refusal to carry out any of his duties or to comply with any reasonable instruction given to him by the General Partner;

(d) being convicted of any criminal offence (other than an offence under the Road Traffic Acts of the United Kingdom (or their equivalent in any jurisdiction other than the United Kingdom) for which a penalty of imprisonment is not imposed or which does not have a material impact on his duties under his service agreement);

(e) being disqualified from holding office in any company under the Insolvency Act 1986 or the Directors Disqualification Act 1986 of the United Kingdom (or their equivalent in any jurisdiction other than the United Kingdom) or to be disqualified or disbarred from membership of, or be subject to any serious disciplinary sanction by, any regulatory body which undermines the confidence of the General Partner in the individual's continued employment or consultancy; or

(f) having acted in any way which has brought any Group Company into serious disrepute or discredit;

"NBU" means the entire business operated by Frionor Sverige AB, Findus Finland OY, Findus Danmark A/S, Foodvest International AB, Lion/Gem Norway 1 AS, Findus Norge Holding AS, Findus Norge AS and any of their Subsidiaries and the entire business operated by Findus Sverige AB (excluding, for the avoidance of doubt, any shareholdings in companies whose business is part of the SBU) excluding, for the avoidance of doubt, the intellectual property owned by Findus Sverige AB or Frionor Sverige AB utilised as part of the SBU and/or UBU;

"NBU Disposal Costs" means the costs, fees and expenses incurred by any member of the Group in connection with a disposal of the NBU as part of the B Share Return Event, including, but not limited to third party advisory, banking, tax, regulatory and legal fees and expenses;

"NBU Disposal Value" means the aggregate of (i) the consideration received in respect of a B Share Return Event properly attributable to the NBU (as adjusted by the General Partner (in its sole and absolute discretion) to take into account any deferred, contingent or non-cash consideration received in respect of the B Share Return Event); less (ii) the NBU Disposal Costs (other than such costs as are reflected in the consideration received);

"NBU EBITDA" means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the NBU as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements "NBU Listing" means the effective admission of the shares of any new holding company of the NBU incorporated for such purposes to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

"NBU Percentage" means 58 per cent or such other percentage (including zero) up to a maximum of 100% which may be decided by the General Partner at any time based on the percentage which the NBU EBITDA represents out of the Group EBITDA;

"NBU Quotation" means an NBU Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than 80 per cent. of its issued share capital plus one share;

"Offer Period" has the meaning given to it in Article 10.2;

"Pro Rata Entitlement" means the following formula (expressed as a percentage):

$$X / (X + Y + Z)$$

Where:

X = GBP 10 million

Y = the aggregate outstanding amount (including any unpaid cumulative dividends) on the Topco B Shares; and

Z = the aggregate outstanding amount (including any unpaid cumulative dividends) on the Topco C Shares.

"Quotation" means a Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than one-third of its issued share capital plus one share;

"Re-classified Bad Leaver" has the meaning given to it in Article 10.11;

"Related Holder" has the meaning given to it in Article 10.1;

"Return Event" means a B Share Return Event, a C Share Return Event, a D Share Return Event or a Group Return Event, as the case may be;

"SBU" means the entire business operated by Findus Espana SLU, Findus Holding France SAS and each of their Subsidiaries together with the intellectual property used by that business held by Frionor Sverige AB;

"SBU Disposal Costs" means the costs, fees and expenses incurred by any member of the Group in connection with a disposal of the SBU as part of the C Share Return Event, including, but not limited to third party advisory, banking, tax, regulatory and legal fees and expenses;

"SBU Disposal Value" means the aggregate of (i) the consideration received in respect of a C Share Return Event properly attributable to the SBU (as adjusted by the General Partner (in its sole and absolute discretion) to take into account any deferred, contingent or non-cash consideration received in respect of the C Share Return Event); less (ii) the SBU Disposal Costs (other than such costs as are reflected in the consideration received);

“SBU EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the SBU as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“SBU Listing” means the effective admission of the shares of any new holding company of the SBU incorporated for such purposes to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“SBU Percentage” means 16 per cent or such other percentage (including zero) up to a maximum of 100% which may be decided by the General Partner at any time based on the percentage which the SBU EBITDA represents out of the Group EBITDA;

“SBU Quotation” means an SBU Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than 80 per cent of its issued share capital plus one share;

“Senior Obligations” means the aggregate amount outstanding in respect of (i) the High Yield Bonds issued by Findus Bondco SA (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (ii) the PIK Toggle Bonds issued by Findus PIK SCA (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (iii) the Super Senior RCF (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (iv) the Midco Senior Loan Notes (together with interest accrued and unpaid thereon and any prepayment penalty), (v) the principal on the Midco Junior PECs and any prepayment penalty, (vi) the principal on the Management PECs and any prepayment penalty, (vii) any indebtedness senior to the PIK Toggle Bonds permitted under the terms of the Intercreditor Agreement, and (viii) such other debts, costs and expenses of any member of the Group as the General Partner may determine from time to time;

“Shareholders Agreement” means any shareholders agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company;

“Topco” means Marlin 1 Limited, an exempted company incorporated under the laws of the Cayman Islands with limited liability with registered number QH-270124;

“Topco Board” means the board of directors of Topco from time to time;

“Topco B Shares” means the voting and non-voting redeemable cumulative preference c shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each, having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority in accordance with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco C Shares” means the voting and non-voting redeemable cumulative preference c shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each, having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority in accordance with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco D Shares” means the redeemable non-voting preference shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each and a maximum economic return of GBP 10 million (converted into Euro at GBP1.00:EUR1.2555), having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority in accordance with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco E Shares” means the ordinary non-voting E shares in the share capital of Topco with a par value of EUR 0.0001 each, having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association;

“Topco Management Shares” means the ordinary redeemable non-voting shares in the share capital of Topco, with no coupon, with a par value of EUR 0.0001 each and a maximum economic return of GBP 10 million (converted into Euro at GBP1.00:EUR1.2555), having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association, and reserved for issuance by Topco to certain senior managers and other employees of the Group as management equity following completion of the restructuring;

“Topco Management Tracker Shares” means the ordinary redeemable non-voting shares in the share capital of Topco, with no coupon, with a par value of EUR 0.0001 each and a maximum economic return of at least GBP 10 million (converted into Euro at GBP1.00:EUR1.2555), having the rights and being subject to the obligations and ranking in order of priority with the provisions of the Topco Shareholders’ Agreement and Topco articles of association, and reserved for issuance by Topco to certain senior managers and other employees of the Group as management equity following completion of the restructuring;

“Topco Shareholders Agreement” means the shareholders’ agreement dated 27 September 2012 (as amended on 20 May 2013 and amended and restated on 19 July 2013 as further amended and restated from time to time), between, among others, Topco, Midco and Luxco;

“Topco Share Sale” means a sale of all of the shares in issue in Topco, whether through the exercise of drag rights or otherwise;

“Transfer” means a sale, transfer, offer, granting a participation in, mortgage, pledge, assignment, hypothecation, creating a security interest in or lien upon, encumbering, donating, contributing, placing in trust, entering into any voting agreement or other disposal of the shares or any beneficial interest in them, in each case, whether directly or indirectly

and in respect of the legal and/or beneficial interest and “Transferee”, “Transferring” and “Transferable” shall be construed accordingly;

“Trust Deed” means the instrument of trust known as the Findus Group employee benefit trust between the trustee and Topco;

“UBU” means the business operated by Findus Equity Co S.à r.l., Findus UK Group Limited and their respective Subsidiaries together with the intellectual property used by that business held by Findus Sverige AB;

“UBU Disposal Costs” means the costs, fees and expenses incurred by any member of the Group in connection with a disposal of the UBU as part of the D Share Return Event, including, but not limited to third party advisory, banking, tax, regulatory and legal fees and expenses;

“UBU Disposal Value” means the aggregate of (i) the consideration received in respect of a D Share Return Event properly attributable to the UBU (as adjusted by the General Partner (in its sole and absolute discretion) to take into account any deferred, contingent or non-cash consideration received in respect of the D Share Return Event); less (ii) the UBU Disposal Costs (other than such costs as are reflected in the consideration received);

“UBU EBITDA” means the earnings before interest, taxation, depreciation and amortisation of the UBU as reported in the audited annual consolidated financial statements of Luxco but adding back those amounts properly attributable as exceptional costs and investor expenses in such financial statements;

“UBU Listing” means the effective admission of the shares of any new holding company of the UBU incorporated for such purposes to listing and trading on any recognised investment exchange (as that term is defined in the Financial Services and Markets Act 2000) or in or on any exchange or market replacing the same;

“UBU Percentage” means 26 per cent or such other percentage (including zero) up to a maximum of 100% which may be decided by the General Partner at any time based on the percentage which the UBU EBITDA represents out of the Group EBITDA;

“UBU Quotation” means an UBU Listing in connection with which there is an underwritten offer for a sale of shares in the relevant issuer representing no less than 80 per cent of its issued share capital plus one share;

“Vested Entitlement” means the number of Vested Shares in the relevant class divided by the maximum number of shares that are permitted to be issued by the General Partner in that class pursuant to the terms of Article 5.3 of the Articles; and

“Vested Shares” means those Management Shares which have vested in the relevant class in accordance with the Shareholders Agreement, less any shares of that class which have been repurchased and cancelled by the Company.

I. Name - Types of shareholders - Registered office - Object - Duration

1. Name/Types of Shareholders. The name of the company is “Findus Manco S.C.A.” (the “Company”). The Company is a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the “Law”), and these articles of incorporation (the “Articles”).

The Company exists between one or more unlimited shareholders jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Company (the “Unlimited Shareholder(s)”) and one or more limited shareholders liable up to the amount of the capital committed by them to the Company on subscribing for the shares (the “Limited Shareholder(s)”).

The Limited Shareholders and the Unlimited Shareholder(s) are, in the Articles, collectively referred to as the “Shareholders” and individually as a “Shareholder”.

2. Registered office.

2.1 The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the Manager. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but not in the United States of America) by a resolution of the Manager. If the Manager determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Corporate object.

3.1 The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments

issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3 The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period.

4.2 Subject to article 4.3, the Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

4.3 In the event of death, winding-up, legal incapacity, resignation, bankruptcy or any other similar proceedings affecting the Unlimited Shareholder and preventing him from managing the Company, the Company will be continued and a replacement Unlimited Shareholder will be appointed no later than fifteen (15) business days following the occurrence of the event preventing the continuation of the management of the Company by the Unlimited Shareholder, and such replacement must be resolved upon unanimously by all the remaining Shareholders. In case the Shareholders cannot agree on a new Unlimited Shareholder, the Company will be dissolved and liquidated.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The share capital is set at thirty-two thousand five hundred and thirty-nine Euro and forty Euro cents (EUR 32,539.40), represented by:

- three million one hundred thousand (3,100,000) unlimited shares (the "Unlimited Shares");
- eight thousand (8,000) B1 Shares;
- two thousand (2,000) B2 Shares;
- two thousand (2,000) B3 Shares;
- two thousand (2,000) B4 Shares;
- six thousand (6,000) C1 Shares;
- one thousand five hundred (1,500) C2 Shares;
- one thousand five hundred (1,500) C3 Shares;
- one thousand five hundred (1,500) C4 Shares;
- ten thousand (10,000) D1 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) D2 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) D3 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) D4 Shares;
- fifty-eight thousand (58,000) E1 Shares;
- seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E2 Shares;
- seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E3 Shares; and
- seventeen thousand nine hundred eighty (17,980) E4 Shares;

all in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each.

The Unlimited Shares and the Management Shares are collectively referred to as the "Shares" and individually as a "Share".

5.2 Subject to these Articles and the Law, but without prejudice to the rights attached to any existing Share, the share capital may be increased or decreased on one or several occasions by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3 The Manager is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:

(i) increase the current share capital in one or several times up to sixty thousand Euros (EUR 60,000.-), by the issue of a maximum of:

- ten thousand (10,000) B1 Shares;

- two thousand five hundred (2,500) B2 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) B3 Shares;
- two thousand five hundred (2,500) B4 Shares;
- eight thousand (8,000) C1 Shares;
- two thousand (2,000) C2 Shares;
- two thousand (2,000) C3 Shares;
- two thousand (2,000) C4 Shares;
- twelve thousand (12,000) D1 Shares;
- three thousand (3,000) D2 Shares;
- three thousand (3,000) D3 Shares;
- three thousand (3,000) D4 Shares;
- sixty thousand (60,000) E1 Shares;
- eighteen thousand six hundred (18,600) E2 Shares;
- eighteen thousand six hundred (18,600) E3 Shares; and
- eighteen thousand six hundred (18,600) E4 Shares,

all having the same rights as the existing Shares. For the avoidance of doubt, unless the share capital is increased by the General Meeting, the maximum number of shares of each class that is permitted to be issued by the General Partner pursuant to this Article 5.3 shall be the maximum number of shares of each class as set out above.

In addition to the above limitation, (i) the aggregate number of B1 Shares, C1 Shares and D1 Shares can never be in excess of twenty-eight thousand (28,000) shares, (ii) the aggregate number of B2 Shares, C2 Shares and D2 Shares can never be in excess of seven thousand (7,000) shares, (iii) the aggregate number of B3 Shares, C3 Shares and D3 Shares can never be in excess of seven thousand (7,000) shares, and (iv) the aggregate number of B4 Shares, C4 Shares and D4 Shares can never be in excess of seven thousand (7,000) shares.

(ii) limit or withdraw the Shareholders' preferential subscription rights to the new Shares and determine the persons authorised to subscribe for the new Shares; and

(iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the register of Shares accordingly.

6. Shares.

6.1. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.2. Each share shall confer one voting right to its holder.

6.3. The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.4. A register of Shares shall be kept at the registered office and may be examined by any Shareholder on request.

6.5. A Share transfer shall be carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by either:

(i) both the transferor and the transferee or their authorised representatives; or

(ii) any authorised representative of the Company,

following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. Any document recording the agreement between the transferor and the transferee, which is validly signed by both parties, may be accepted by the Company as evidence of a share transfer.

6.7. The Company may redeem its own shares within the limits set out in the Law.

6.8. The B Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of B Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a B Share Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the General Partner shall have the discretion to declare a dividend in respect of the B Shares in accordance with Article 19 and may resolve to redeem some or all of the B Shares. On a winding-up of the Company, holders of B Shares will be entitled to receive any assets allocated to the B Shares in proportion to the number of B Shares held by them.

6.9. The C Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of C Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a C Share Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the General Partner shall have the discretion to declare a dividend in respect of the C Shares in accordance with Article 19 and may resolve to redeem some or all of the C Shares. On a winding-up of the Company, holders of C Shares will be entitled to receive any assets allocated to the C Shares in proportion to the number of C Shares held by them.

6.10. The D Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of D Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a D Share Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the General Partner shall have the discretion to declare a dividend in respect of the D Shares in accordance with

Article 19 and may resolve to redeem some or all of the D Shares. On a winding-up of the Company, holders of D Shares will be entitled to receive any assets allocated to the D Shares in proportion to the number of D Shares held by them.

6.11. The E Shares shall only be able to receive a distribution, whether by way of dividend, a redemption or repurchase of E Shares, a return of capital on a winding-up or upon the occurrence of a Group Return Event, in accordance with the distribution provisions contained in Article 8. Subject to the preceding sentence, the General Meeting or, as the case may be, the General Partner shall have the discretion to declare a dividend in respect of the E Shares in accordance with Article 19 and may resolve to redeem some or all of the E Shares. On a winding-up of the Company, holders of E Shares will be entitled to receive any assets allocated to the E Shares in proportion to the number of E Shares held by them.

7. Rights attaching to Management Shares.

7.1 Economic Entitlement of Shares

7.1.1 The entitlement of the Management Shares to participate in any Return Event shall be calculated in accordance with the provisions of Article 8 of these Articles.

7.1.2 Save as set out in Article 6, no Management Shares shall have any other economic entitlement.

7.2 Leaver Provisions

The rights attaching to Management Shares if the holder thereof becomes a Leaver or is the Related Holder of a Leaver are set out in Article 10.

8. Distributions on a Return Event.

8.1 Business Disposal

Subject to the provisions of Article 10:

8.1.1 on a B Share Return Event, the B Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed all of their B Shares and E Shares to persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the price payable, through such sales or redemptions, for each:

- (i) B1 Share shall be (i) in respect of any B1 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each B1 Share, or (ii) in respect of any B1 Shares which are Vested Shares, the B1 Share Return Price;
- (ii) B2 Share shall be (i) in respect of any B2 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each B2 Share, or (ii) in respect of any B2 Shares which are Vested Shares, the B2 Share Return Price;
- (iii) B3 Share shall be (i) in respect of any B3 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each B3 Share, or (ii) in respect of any B3 Shares which are Vested Shares, the B3 Share Return Price;
- (iv) B4 Share shall be (i) in respect of any B4 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each B4 Share, or (ii) in respect of any B4 Shares which are Vested Shares, the B4 Share Return Price; and
- (v) E Share shall be the nominal value of that E Share.

8.1.2 on a C Share Return Event, the C Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed all of their C Shares and E Shares to persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the price payable, through such sales or redemptions, for each:

- (i) C1 Share shall be (i) in respect of any C1 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each C1 Share, or (ii) in respect of any C1 Shares which are Vested Shares, the C1 Share Return Price;
- (ii) C2 Share shall be (i) in respect of any C2 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each C2 Share, or (ii) in respect of any C2 Shares which are Vested Shares, the C2 Share Return Price;
- (iii) C3 Share shall be (i) in respect of any C3 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each C3 Share, or (ii) in respect of any C3 Shares which are Vested Shares, the C3 Share Return Price;
- (iv) C4 Share shall be (i) in respect of any C4 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each C4 Share, or (ii) in respect of any C4 Shares which are Vested Shares, the C4 Share Return Price; and
- (v) E Share shall be the nominal value of that E Share.

8.1.3 on a D Share Return Event, the D Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed all of their D Shares and E Shares to persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the price payable, through such sales or redemptions, for each:

- (i) D1 Share shall be (i) in respect of any D1 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each D1 Share, or (ii) in respect of any D1 Shares which are Vested Shares, the D1 Share Return Price;
- (ii) D2 Share shall be (i) in respect of any D2 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each D2 Share, or (ii) in respect of any D2 Shares which are Vested Shares, the D2 Share Return Price;
- (iii) D3 Share shall be (i) in respect of any D3 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each D3 Share, or (ii) in respect of any D3 Shares which are Vested Shares, the D3 Share Return Price;
- (iv) D4 Share shall be (i) in respect of any D4 Shares which are not Vested Shares, the nominal value of each D4 Share, or (ii) in respect of any D4 Shares which are Vested Shares, the D4 Share Return Price; and
- (v) E Share shall be the nominal value of that E Share.

8.2 Group Disposal

Subject to the provisions of Article 10 and Article 8.3, upon the occurrence of a Group Return Event, the Management Shareholder(s) shall be deemed to have offered to sell or have redeemed:

8.2.1 all of their E1 Shares to or by persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E1 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 1 Return, which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E1 Shares which are Vested Shares;

8.2.2 all of their E2 Shares to or by persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E2 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 2 Return, which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E2 Shares which are Vested Shares;

8.2.3 all of their E3 Shares to or by persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E3 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 3 Return, which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E3 Shares which are Vested Shares;

8.2.4 all of their E4 Shares to or by persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the aggregate price payable for such E4 Shares through such sales or redemptions shall be the EBT Level 4 Return which will be paid out on a pro-rata basis across all holders of E4 Shares which are Vested Shares; and

8.2.5 all of their B Shares, C Shares or D Shares, as applicable, to or by persons (including the Company) designated by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and the price for such shares through such sales or redemptions shall be the nominal value of such B Shares, C Shares or D Shares, as applicable.

8.3 No Return

All E Shares that do not receive a return pursuant to Articles 8.2.1 to 8.2.4 above shall, at the General Partner's sole and absolute discretion, be cancelled, redeemed or transferred for nominal value of such E Shares.

8.4 Consideration

8.4.1 Subject to Article 8.4.2, all payments in respect of a sale or redemption pursuant to this Article 8 may be paid to the relevant shareholder(s) in cash or in unsecured loan notes on such terms to be determined by the General Partner (in its sole and absolute discretion) and issued by a Group Company as determined by the General Partner (in its sole and absolute discretion).

8.4.2 Subject to Article 10.9, all payments in respect of a sale or redemption pursuant to:

(i) Article 8.2.1 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of considerations as is paid to the holders of Midco Junior PECs in respect of their holdings of Midco Junior PECs;

(ii) Article 8.2.2 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of consideration as is paid to holders Topco B Shares and/or Topco C Shares in respect of their holdings of Topco B Shares and/or Topco C Shares (as applicable);

(iii) Article 8.2.3 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of consideration as is paid to the holders of Topco D Shares in respect of their holdings of Topco D Shares; and

(iv) Article 8.2.4 shall be paid to the relevant shareholder(s) in the same form of consideration as is paid to the holders of Topco E Shares in respect of their holdings of Topco E Shares.

9. Permitted Transfers - Holders of Management Shares.

9.1 Notwithstanding any other provision of these Articles, no Management Shares may be Transferred by the Management Shareholders without the prior written consent of the General Partner (which may be withheld or delayed at the General Partner's sole and absolute discretion or made contingent on the satisfaction of any condition that may be imposed by the General Partner, including, without limitation, the Management Shareholder or Transferee paying all costs incurred by the Company and/or the General Partner in connection with such Transfer) other than:

9.1.1 when required by Article 8;

9.1.2 when required by Article 10; or

9.1.3 to the personal representative(s) of a Management Shareholder who has died.

9.2 A Management Shareholder who is, or whose Related Holders or other Transferees are, following any Transfer permitted pursuant to Article 9.1, beneficially entitled to Management Shares which are held by a nominee or trustee, undertakes to procure that such Transferee observes those provisions of these Articles which are binding on Management Shareholders, including through the provision of any undertaking and execution of any documents the General Partner may request. In conjunction with any Transfer permitted pursuant to Article 9.1, the General Partner will be entitled to request such evidence as it considers necessary to establish that such Transfer is permitted under Article 9.1, and, if requested by the General Partner, to ensure compliance by the Management Shareholder or its Transferee with this Article 9.2 by obtaining a customary legal opinion from an adviser to the Transferee to confirm that the terms of such undertaking are legal, valid and binding on such Transferee.

9.3 If any person to whom a Management Shareholder has Transferred Management Shares in accordance with Article 9.1.3 ceases (in the sole and absolute discretion of the General Partner) to fall within the category of person it fell within at the time such Transfer was made, the relevant Transferee shall, within twenty-one (21) days of being so notified in writing by the General Partner, transfer the Shares held by it to another Transferee acceptable to the General Partner.

9.4 Any Transfer or purported Transfer of Shares by a Management Shareholder or its Transferee in breach of this Article 9 shall be void and shall have no effect.

Any Transfer of Management Shares in breach of this Article 9 shall not be registered.

10. Redemption or Transfer of Leaver Equity.

10.1 Any holder of Management Shares who dies or who ceases to be an employee, consultant and/or director of any Group Company (whether or not his contract of employment or engagement is validly terminated and/or whether or not such termination is wrongful or unfair or otherwise) for any reason (a “Leaver”) and any person to which such Leaver has transferred Management Shares (including his personal representative(s)) (each a “Related Holder”), shall irrevocably offer for sale (the “Leaver Offer”) to such person(s) (including the Company), in each case and in such combination as nominated by the General Partner, some or all (as the General Partner may determine) of the Management Shares in respect of which he is the registered holder (“Leaver Equity”).

10.2 Each holder of Leaver Equity shall make a Leaver Offer (such offer to remain open until the occurrence of a Return Event in respect of such Leaver Equity (the “Offer Period”)) in respect of the relevant Leaver Equity in accordance with Article 10.1 as required by the General Partner. Such obligation of the holder of Leaver Equity shall take effect immediately upon the Leaver Date and, if the holder of Leaver Equity does not make such an offer upon the Leaver Date, the holder of Leaver Equity shall be deemed to have made such a Leaver Offer on the Leaver Date and the General Partner shall act accordingly.

10.3 Article 10.10 (Waiver of Rights) shall unconditionally apply in relation to the Leaver Equity of any holder of Leaver Equity as of the Leaver Date.

10.4 A Leaver shall not Transfer or offer to Transfer and shall procure that each Related Holder does not Transfer or offer to Transfer, any Leaver Equity during the Offer Period without the written consent of the General Partner or in accordance with a Leaver Offer.

10.5 The time, date and place for completion of any Transfer of Leaver Equity in acceptance of the Leaver Offer shall be determined by written notice from the General Partner.

Price

10.6 Business Management Shareholder

10.6.1 If the Leaver is a Business Management Shareholder and a Good Leaver (a “Business Good Leaver”), the price payable to the Business Good Leaver and its Related Holder for their Leaver Equity shall be: (i) in the case of Vested Shares, an amount equal to the return on Leaver Equity which the Leaver and his Related Holders would have received under Article 6 had there been, at the Leaver Date, a Business Return Event for cash consideration at the prevailing Business Leaver Fair Market Value of the relevant Business Unit; and (ii) in the case of all other Leaver Equity, the lower of: (A) an amount equal to the return on Leaver Equity which the Leaver and his Related Holders would have received under Article 6 had there been, at the Leaver Date, a Business Return Event for cash consideration at the prevailing Business Leaver Fair Market Value of the relevant Business Unit, and (B) the nominal value of such Leaver Equity.

10.6.2 If the Leaver is a Business Management Shareholder and a Bad Leaver (a “Business Bad Leaver”), the price payable to such Business Bad Leaver or its Related Holder for the entire Leaver Equity of such Leaver shall be the lower of: (i) an amount equal to the return on Leaver Equity which the Leaver and his Related Holders would have received under Article 6 had there been, at the Leaver Date, a Business Return Event for cash consideration at the prevailing Business Leaver Fair Market Value of the relevant Business Unit; and (ii) the nominal value of such Leaver Equity.

10.6.3 The fair market value of the Business Unit (the “Business Leaver Fair Market Value”) as at any Leaver Date will be determined by the General Partner by applying generally accepted valuation principles commonly applied to such businesses based on the going concern value of the Business Unit, the value of comparable business units within comparable company groups and relevant comparable transactions in the market place, having regard to their immediate prospects, and on the assumption that on the date at which such value is to be calculated a Business Return Event has occurred, determined on the basis of a willing seller and a willing purchaser for cash consideration payable at completion of such sale, and without any discount for restrictions or minority participation being applied.

10.7 Group Management Shareholder

10.7.1 If the Leaver is a Group Management Shareholder and a Good Leaver (a “Group Good Leaver”), the price payable to such Group Good Leaver and its Related Holder for their Leaver Equity shall be: (i) in the case of Vested Shares, an amount equal to the return on Leaver Equity which the Leaver and his Related Holders would have received under Article 6 had there been, at the Leaver Date, a Group Return Event for cash consideration at the prevailing Group Leaver Fair Market Value; and (ii) in the case of all other Leaver Equity, the lower of: (A) an amount equal to the return on Leaver Equity which the Leaver and his Related Holders would have received under Article 6 had there been, at the Leaver Date, a Group Return Event for cash consideration at the prevailing Group Leaver Fair Market Value, and (B) the nominal value of such Leaver Equity.

10.7.2 If the Leaver is a Group Management Shareholder and a Bad Leaver (a “Group Bad Leaver”), the price payable to such Group Bad Leaver or its Related Holder for the entire Leaver Equity of such Leaver shall be the lower of: (i) an amount equal to the return on Leaver Equity which the Leaver and his Related Holders would have received under Article

6 had there been, at the Leaver Date, a Group Return Event for cash consideration at the prevailing Group Leaver Fair Market Value; and (ii) the nominal value of such Leaver Equity.

10.7.3 The fair market value of the Group (the “Group Leaver Fair Market Value”) as at any Leaver Date will be determined by the General Partner by applying generally accepted valuation principles commonly applied to such businesses based on the going concern value of the Group, the value of comparable company groups and relevant comparable transactions in the market place, having regard to their immediate prospects, and on the assumption that on the date at which such value is to be calculated a Group Return Event has occurred, determined on the basis of a willing seller and a willing purchaser for cash consideration payable at completion of such sale, and without any discount for restrictions or minority participation being applied.

Payment

10.8 Subject to Article 10.9, the Company shall procure that the amount due for such Leaver Equity shall be paid by the Company (if a repurchase) or by the relevant Transferee (if a transfer) to the relevant Leaver as at the date of repurchase or transfer.

10.9 The Company (if a repurchase) or the relevant Transferee (if a transfer) shall have the right to pay for Leaver Equity, and the Leaver shall be obliged to accept if such right is exercised, partial or full consideration in the form of interest-free unsecured loan notes issued by a Group Company (the term of which shall not exceed the date falling 5 Business Days from the date of any Return Event that would be applicable to such Leaver Equity) (the “Leaver Loan Notes”).

Waiver of Rights

10.10 Immediately upon a holder of Management Shares becoming a Leaver:

10.10.1 the Leaver and each of his Related Holders shall be deemed to have waived and released (and for the avoidance of doubt, the Leavers and their Related Holders hereby undertake irrevocably not to exercise) any voting rights attached to the Leaver Equity and any pre-emption rights over any shares or other securities of the Company; and

10.10.2 the Leaver and each of his Related Holders shall not be counted in determining the total number of votes which may be cast at any such meeting, or required for the purposes of a written resolution of any members or any class of members, or for the purposes of any other consent required under the Articles; and

10.10.3 to the extent applicable, the Leaver and each of his Related Holders shall immediately resign from any board position of any Group Company.

10.10.4 Upon written acceptance of a Leaver Offer any and all rights attached to the Leaver Equity shall be deemed to transfer to the relevant Transferee(s)

Re-classified Bad Leaver

10.11 If a Leaver who was a Good Leaver breaches any post-termination or postshareholding restrictive covenant in favour of a Group Company (including, without limitation, in his contract of employment or engagement or any settlement or severance agreement), the General Partner may designate that Leaver as a Bad Leaver (a “Reclassified Bad Leaver”) regardless of the circumstances surrounding his ceasing to be an employee or consultant of the Group or any previous determination made pursuant to (A) of the definition of Good Leaver.

10.12 If, at any time, a Leaver becomes a Re-classified Bad Leaver, without prejudice to any other rights or remedies which any Group Company may have, the Re-classified Bad Leaver and each of his Related Holders shall:

10.12.1 not be entitled to retain or receive the Good Leaver Excess Amount; and

10.12.2 if required to do so in writing by the General Partner, immediately:

(i) repay the amount of the Good Leaver Excess Amount to such person as the General Partner nominates; or

(ii) transfer, for nil consideration, such principal amount of Leaver Loan Notes as is equal to the Good Leaver Excess Amount to the issuer of such Leaver Loan Notes for cancellation.

11. Vesting of Management Shares. The Management Shares shall become Vested Shares in accordance with the Shareholders Agreement.

12. Further Assurances. If any Management Shares are required under these Articles or otherwise to be cancelled, redeemed or transferred, the holder of such Management Shares shall:

12.1 execute all such documents and take all such actions as the General Partner shall in its sole and absolute discretion consider necessary or expedient in order to give effect to such requirement; and

12.2 be deemed to have appointed the General Partner to be his attorney, failing which his agent, to:

12.2.1 sign and deliver all such documents and take all such actions as the General Partner shall in its sole and absolute discretion consider necessary or expedient in order to give effect to such requirement; and

12.2.2 receive, or direct the receipt of, the proceeds of any cancellation, redemption or transfer of such Management Shares and such receipt or direction shall be a good discharge to the paying party of their obligation to pay such proceeds to the holder of the Management Shares (although, for the avoidance of doubt, the General Partner shall account for such proceeds to the holder of the Management Shares but shall be under no obligation to pay interest on such proceeds).

III. Management - Representation

13. Management - Representation.

13.1 The Company shall be managed by one or more managers appointed by the Unlimited Shareholder(s) who set (s) the term of office (the “Manager”). The Manager(s) may be a Shareholder or a third party. The Unlimited Shareholder may appoint itself as Manager or where there is more than one Unlimited Shareholder such Unlimited Shareholders may appoint one or more Managers from their number.

13.2 In the absence of a Manager appointed in accordance with paragraph 13.1, all the powers will be exercised by the Unlimited Shareholder or, in case of plurality of Unlimited Shareholders, by each Unlimited Shareholder acting separately.

13.3 The Manager(s) is/are vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposal in the Company’s interest which are not expressly reserved by the Law or by the Articles to the Shareholders or the Supervisory Board and has full powers to carry out and approve for the Company all acts and operations consistent with the Company’s objects.

13.4 If the Manager(s) is/are not an Unlimited Shareholder(s), the Manager(s) will be liable (i) towards the Company in accordance with general law for the execution of the mandate given to him/them and for any misconduct in the management of the Company’s affairs and (ii) towards the Company and any third parties for damages resulting from the violation of the Law or the Articles.

13.5 The Manager(s) will report on the results of its management and administration to the Shareholders.

13.6 The Manager(s) may at any time appoint one or several ad hoc agent(s) to perform specific tasks. The Manager (s) will determine the powers and remuneration (if any) of such agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant condition of the agency. The agent(s) so appointed are in any case revocable ad nutum by decision of the Manager(s).

13.7 The appointment of agent(s) pursuant to paragraph 13.6 shall have no effect on the liability of the Manager(s).

13.8 The Company shall be bound by the sole signature of the Manager, or in case of plurality of Managers, by the sole signature of any Manager or by the sole signature of any person to whom the power to sign on behalf of the Company has been validly delegated by the Manager(s) in accordance with article 13.6. of the Company.

13.9 The Manager(s) may receive an annual remuneration for its duties in connection with the Company, such remuneration to be decided upon by the Shareholders, from time to time.

13.10 Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its Manager(s) must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business. No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the/a Manager or any officer of the Company is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

IV. Limited shareholders

14. Limited Shareholders.

14.1 Except as otherwise provided for by Section V of the Law, no Limited Shareholder shall perform an act of management towards third parties (the “Prohibited Management Acts”).

14.2 None of the following will constitute Prohibited Management Acts:

- (a) the exercise of Shareholders’ rights/prerogatives;
- (b) any advice given by the Limited Shareholders to the Company, its Unlimited Shareholder(s), the affiliates of the Company and their Unlimited Shareholder(s) / Manager(s);
- (c) any action the purpose of which is to oversee/monitor the Company’s management; and
- (d) the granting of any loans, guarantee or security interest or any other similar financial assistance to the Company, its Unlimited Shareholder(s) or any of its affiliates.

14.3 Any Limited Shareholder will be severally liable towards third parties for any Prohibited Management Acts, including for any commitments of the Company towards those third parties to which it has not participated to the extent such Limited Shareholder has effected Prohibited Management Acts towards the relevant third parties on a regular basis.

V. General meetings of shareholders

15. Powers and voting rights.

15.1 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a “General Meeting”).

15.2 Each share entitles the holder to one (1) vote.

16. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

16.1 The Shareholders may be convened to General Meetings by the Manager or by the Supervisory Board. The Shareholders must be convened to a General Meeting following a written request (with an indication of the agenda) from Shareholders representing at least one-tenth of the share capital.

16.2 Written notice of any General Meeting shall be given to all Shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

16.3 General Meetings shall be held at such place (but not in the United States of America) and time as specified in the notices.

16.4 If all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

16.5 A Shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

16.6 Any Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to a participation in person at the meeting.

16.7 Any Shareholder may vote by using the forms provided by the Company for that purpose. Voting forms must contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the Company's registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting shall be taken into account in calculating the quorum for the meeting. Voting forms which indicate neither a voting intention nor an abstention shall be considered void.

16.8 Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of the share capital present or represented.

16.9 An extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting shall be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at least fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices shall state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting shall deliberate validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast, including the consent of the Unlimited Shareholder(s).

16.10 Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders and bondholders (if any).

VI. - Supervision - Annual accounts - Allocation of profits

17. Supervisory Board / Réviseurs d'entreprises.

17.1 The Company shall be supervised by a supervisory board of at least three (3) members (the "Supervisory Board"), who need not be Shareholders.

17.2 When so required by law or decided by the Company, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The Company may then decide not to establish or to suppress, as the case may be, the Supervisory Board.

17.3 The General Meeting shall appoint the members of the Supervisory Board, and determine their number and remuneration and the term of their office. The term of office of the members of the Supervisory Board may not exceed six (6) years but may be renewed.

17.4 The Supervisory Board must appoint a chairman from among its members and may choose a secretary.

17.5 The Supervisory Board shall meet (but not in the United States of America) at the request of the Manager or any of its members.

17.6 Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

17.7 No notice is required if all members of the Supervisory Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda of the meeting. A member of the Supervisory Board may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Supervisory Board.

17.8 Any member of the Supervisory Board may grant to another member of the Supervisory Board a power of attorney in order to be represented at any Supervisory Board meeting.

17.9 The Supervisory Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Supervisory Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the members present or represented. The chairman shall have a casting vote in the event of a tied vote. Supervisory Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairman, by all members present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

17.10 Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify,

hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

17.11 Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Supervisory Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

17.12 The members of the Supervisory Board may not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

18. Financial year and approval of annual accounts.

18.1 The financial year begins on the first (1) of October and ends on the thirty (30) of September of the following year.

18.2 Each year, the Manager must prepare the balance sheet and profit and loss account, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by the officer(s), the Manager(s) and Supervisory Board members to the Company.

18.3 One month before the annual General Meeting, the Manager shall provide the Supervisory Board with a report on, and documentary evidence of, the Company's operations. The Supervisory Board shall then prepare a report setting out its proposals.

18.4 The annual General Meeting shall be held at the registered office or any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If such day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

18.5 The annual General Meeting may be held abroad (but not in the United States of America) if, in the Manager's absolute discretion, exceptional circumstances so require.

19. Allocation of profits.

19.1 Five per cent. (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent. (10%) of the share capital.

19.2 Subject to and in accordance with Article 8, the General Meeting shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. It may decide on the payment of a dividend (in which case the approval of the Unlimited Shareholder (s) is/are required), to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

19.3 Subject to and in accordance with Article 8, interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Manager must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Manager must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) the Supervisory Board or the approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés), as applicable, must prepare a report addressed to the Manager which must verify whether the above conditions have been met.

VII. Dissolution - Liquidation

20.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

20.2 The General Meeting shall appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators shall have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.

20.3 The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the Shareholders in proportion to the shares held by each of them.

20.4 In the absence of a liquidator appointed in accordance with paragraph 14.2, the Unlimited Shareholder(s) will act and be considered as being the liquidator(s) of the Company.

20.5 The Company must be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in accordance with paragraph 1 of this article in the following scenarios:

- (a) upon the withdrawal by or resignation of the Unlimited Shareholder (as the last remaining Unlimited Shareholder) of the Company in case no other Unlimited Shareholder can be agreed upon by the Shareholders in accordance with article 4.3. of the Articles;
- (b) upon the occurrence of any event leaving the Unlimited Shareholder as the sole Shareholder of the Company.

VIII. General provision

21.1 Notices and communications are made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

21.2 Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Supervisory Board meetings may also be granted by a member of the Supervisory Board, in accordance with such conditions as may be accepted by the Supervisory Board.

21.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference may appear on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, shall constitute one and the same document.

21.4 All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

Transitory provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty (30) of September 2014.

Subscription and payment

Findus Manco GP S.à r.l., represented as stated above, subscribes for three million one hundred thousand (3,100,000) Unlimited Shares in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-).

Jari LATVANEN, represented as stated above, subscribes for six thousand (6,000) B1 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) B2 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) B3 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) B4 Shares (as defined in the Articles), six thousand (6,000) E1 Shares (as defined in the Articles), one thousand eight hundred sixty (1,860) E2 Shares (as defined in the Articles), one thousand eight hundred sixty (1,860) E3 Shares (as defined in the Articles), and one thousand eight hundred sixty (1,860) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of two hundred twenty Euro and eighty Eurocents (EUR 220.80).

Matthieu LAMBEAUX, represented as stated above, subscribes for six thousand (6,000) C1 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) C2 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) C3 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) C4 Shares (as defined in the Articles), six thousand (6,000) E1 Shares (as defined in the Articles), one thousand eight hundred sixty (1,860) E2 Shares (as defined in the Articles), one thousand eight hundred sixty (1,860) E3 Shares (as defined in the Articles), and one thousand eight hundred sixty (1,860) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of two hundred twenty Euro and eighty Eurocents (EUR 220.80).

Peter WARD, represented as stated above, subscribes for six thousand (6,000) D1 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) D2 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) D3 Shares (as defined in the Articles), one thousand five hundred (1,500) D4 Shares (as defined in the Articles), six thousand (6,000) E1 Shares (as defined in the Articles), one thousand eight hundred sixty (1,860) E2 Shares (as defined in the Articles), one thousand eight hundred sixty (1,860) E3 Shares (as defined in the Articles), and one thousand eight hundred sixty (1,860) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of two hundred twenty Euro and eighty Eurocents (EUR 220.80).

James HILL, represented as stated above, subscribes for twenty thousand (20,000) E1 Shares (as defined in the Articles), six thousand two hundred (6,200) E2 Shares (as defined in the Articles), six thousand two hundred (6,200) E3 Shares (as defined in the Articles), and six thousand two hundred (6,200) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of three hundred eighty-six Euro (EUR 386).

William SHOWALTER, represented as stated above, subscribes for ten thousand (10,000) E1 Shares (as defined in the Articles), three thousand one hundred (3,100) E2 Shares (as defined in the Articles), three thousand one hundred (3,100) E3 Shares (as defined in the Articles), and three thousand one hundred (3,100) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of one hundred ninety-three Euro (EUR 193).

David ALLEN, represented as stated above, subscribes for four thousand (4,000) E1 Shares (as defined in the Articles), one thousand two hundred forty (1,240) E2 Shares (as defined in the Articles), one thousand two hundred forty (1,240) E3 Shares (as defined in the Articles), and one thousand two hundred forty (1,240) E4 Shares (as defined in the Articles)

in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seventy-seven Euro and twenty Eurocents (EUR 77.20).

Wayne HUDSON, represented as stated above, subscribes for two thousand (2,000) D1 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) D2 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) D3 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) D4 Shares (as defined in the Articles), two thousand (2,000) E1 Shares (as defined in the Articles), six hundred twenty (620) E2 Shares (as defined in the Articles), six hundred twenty (620) E3 Shares (as defined in the Articles), and six hundred twenty (620) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seventy-three Euro and sixty Eurocents (EUR 73.60).

Niklas FINNE, represented as stated above, subscribes for two thousand (2,000) B1 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) B2 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) B3 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) B4 Shares (as defined in the Articles), two thousand (2,000) E1 Shares (as defined in the Articles), six hundred twenty (620) E2 Shares (as defined in the Articles), six hundred twenty (620) E3 Shares (as defined in the Articles), and six hundred twenty (620) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seventy-three Euro and sixty Eurocents (EUR 73.60).

Malcolm LOFTS, represented as stated above, subscribes for two thousand (2,000) D1 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) D2 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) D3 Shares (as defined in the Articles), five hundred (500) D4 Shares (as defined in the Articles), two thousand (2,000) E1 Shares (as defined in the Articles), six hundred twenty (620) E2 Shares (as defined in the Articles), six hundred twenty (620) E3 Shares (as defined in the Articles), and six hundred twenty (620) E4 Shares (as defined in the Articles) in registered form, having a nominal value of one Eurocent (EUR 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of seventy-three Euro and sixty Eurocents (EUR 73.60).

The amount of thirty-two thousand six hundred and thirteen Euros (EUR 32,539.40) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Statement - Costs

The undersigned notary declares that the conditions provided by articles 26, 26-3 and 26-5 (with article 26-1 paragraph (2) being not applicable as no contribution for assets other than cash has been made at the incorporation of the Company) of the Companies Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 2,000.-

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its Shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as members of the Supervisory Board of the Company for a period of six (6) years:

- James HILL, manager, born on February 22, 1961 in Glasgow, United Kingdom, residing at Cleves House, 103 Palace Road, East Molesey, KT8 9DU;

- William SHOWALTER, manager, born on January 30, 1963 in Indiana, USA, residing at Oakridge, Grimms Hill, Great Missenden, Bucks, HP16 9BG; and

- Charles LAFOLETTE, manager, born on November 5, 1964 in New-York, U.S.A., with place of business at 452 Fifth Avenue, 21st Floor, New York, NY 10018.

2. The registered office of the Company is set at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Resolutions of the unlimited shareholder in accordance with article 13.1

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Unlimited Shareholder, adopted the following resolution:

The following is appointed as sole Manager of the Company for an indefinite period:

- Findus Manco GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and a share capital of EUR 12,500.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version and that in the case of divergences, the English text prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representatives of the appearing parties.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le vingt-cinq juin,

Par devant le soussigné, Henri HELLINCKX, notaire à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg-

ONT COMPARU:

1. Findus Manco GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au capital social de 12.500,00 EUR, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (RCS) sous le numéro B 184.308,

ici représentée par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

2. Jari LATVANEN, gérant, né le 11 janvier 1964 à Tampere, Finlande, domicilié à Søbakkevej 12, 2840 Holte, Danemark,

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

3. Matthieu LAMBEAUX, gérant, né le 5 août 1969 à Grenoble, France, domicilié 29 rue Horace Vernet, F-78110 Le Vesinet, France,

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

4. Peter WARD, gérant, né le 30 juillet 1958 à Louth, Royaume-Uni, domicilié à Louth (Royaume-Uni), The Hall, Market Stainton, Market Rasen, Lincolnshire LN8 5LJ,

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

5. James HILL, gérant, né le 22 février 1961 à Glasgow, Royaume-Uni, domicilié Cleves House, 103 Palace Road, East Molesey, KT8 9DU, Royaume-Uni,

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

6. William SHOWALTER, gérant, né le 30 janvier 1963 en Indiana, USA, domicilié à Oakridge, Grimms Hill, Great Missenden, Bucks, HP16 9BG, Royaume-Uni,

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

7. David ALLEN, gérant, né le 30 juillet 1960 en Oregon, USA, domicilié 539 Northwest Highway, Apartment 11011, Irving, TX 75039, USA,

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

8. Wayne HUDSON, gérant, né le 17 septembre 1964 à Dewsbury, West Yorkshire, Royaume-Uni, domicilié Green Field House, 2 Crowlees Road, Mirfield, West Yorks, WF14 9PR, Royaume-Uni,

ici représentée par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

9. Niklas FINNE, gérant, né le 12 septembre 1969 à Angelholm, Suède, domicilié à Raketgatan 12, 224 57 Lund, Suède.

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

10. Malcolm LOFTS, gérant, né le 21 décembre 1958 à Cleethorpes, Royaume-Uni, domicilié à Casterfield, 40 Ings Lane, Waltham, Grimsby, North East Lincolnshire, SN37 0HB, Royaume-Uni.

ici représenté par Annick Braquet, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signées ne varietur par le représentant des parties comparantes et par le notaire instrumentant, les procurations demeureront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec celui-ci.

Les parties comparantes, représentées ainsi qu'indiqué ci-dessus, ont demandé au notaire soussigné de dresser, comme suit, les statuts d'une société en commandite par actions, qui est constituée par les présentes:

Définitions

On entend par:

«Actionnaire B» un détenteur d'Actions B;

«Événement de Remboursement d'Action B» (1) une Cotation de la NBU; ou (2) la réalisation de la vente à un tiers, qui n'est pas une Société du Groupe de (i) tout le capital social émis de toutes sociétés précisément nommées dans la définition de NBU ci-dessous; ou de (ii) l'ensemble (ou fondamentalement l'ensemble) des actifs et des entreprises de de la NBU;

«Actions B» les Actions B1, les Actions B2, les Actions B3 et les Actions B4 (suivant le cas);

«Mauvais Sortant» un Sortant qui n'est pas un Bon Sortant;

«Mauvais Sortant d'Activité» a la signification donnée à l'Article 10.6.2;

«Jour ouvrable» un jour, autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié au Royaume-Uni ou au Luxembourg, au cours duquel les banques de compensation dans la City de Londres et à Luxembourg sont généralement ouvertes aux transactions;

«Bon Sortant d'Activité» a la signification donnée à l'Article 10.6.1;

«Valeur Marchande du Sortant d'Activité» a la signification donnée à l'Article 10.6.3;

«Actionnaire de Gestion d'Activité» un détenteur d'Actions B, d'Actions C ou d'Actions D;

«Évènement de Remboursement d'Activité» un Évènement de Remboursement d'Action B, un Évènement de Remboursement d'Action C ou un Évènement de Remboursement d'Action D (suivant le cas);

«Segment d'Activité» chacune des NBU, UBU et SBU;

«Actions B1» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action B1» le montant (à concurrence de GBP 5 millions maximum) équivalent à 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la NBU au Seuil d'Action B1 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action B1» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action B1 et (ii) le Rendement d'Action B1 divisé par le nombre d'Actions B1 émises à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Seuil d'Action B1» le Pourcentage NBU du montant total des Obligations Senior, à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Actions B2» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action B2» le montant (à concurrence de GBP 1.666.666 maximum) équivalent au Droit au Prorata multiplié par le Montant du Rendement d'Action B2 à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Montant du Rendement d'Action B2» (i) 16 pourcent (16 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la NBU au Seuil d'Action B2 multiplié par (ii) le Droit Acquis;

«Prix de Remboursement d'Action B2» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action B2 et (ii) le Rendement d'Action B2 divisé par le nombre d'Actions B2 émises à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Seuil d'Action B2» le total du Seuil d'Action B1 plus le Rendement d'Action B1 plus le Pourcentage NBU du montant total de l'intérêt payable sur les PEC Midco Junior (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférent) et le montant total des intérêts payables sur les Management PEC (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférent) et dans l'hypothèse d'un remboursement ou d'un rachat des PEC Midco Junior et des Management PECs à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Actions B3» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action B3» le montant (à concurrence de GBP 1.666.666 maximum) équivalent à 16 pourcent (16 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la NBU au Seuil d'Action B3 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action B3» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action B3 et (ii) le Rendement d'Action B3 divisé par le nombre d'Actions B3 émises à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Seuil d'Action B3» le total du Seuil de l'Action B2 plus (i) le Pourcentage NBU de tous les montants dus pour le remboursement des Actions B Topco et des Actions C Topco, dans chacun des cas à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B et (ii) du Rendement d'Action B2;

«Actions B4» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Montant d'Action B4» 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la NBU au Seuil d'Action B4 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action B4» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action B4 et (ii) le Montant de l'Action B4 divisé par le nombre d'Actions B4 émises à la date de l'Évènement de Remboursement d'Action B;

«Seuil d'Action B4» le total du Seuil d'Action B3 plus le Rendement d'Action B3;

«Actionnaire C» un détenteur d'Actions C;

«Évènement de Remboursement d'Action C» (1) une Cotation de la SBU; ou (2) la réalisation de la vente à une tierce partie, qui n'est pas une Société du Groupe, de (i) tout le capital social émis de toutes sociétés précisément nommées

dans la définition de la SBU ci-dessous avec la propriété intellectuelle utilisée par la SBU détenue par Frionor Sverige AB; ou de (ii) l'ensemble (ou fondamentalement l'ensemble) des actifs et des entreprises de la SBU;

«Actions C» les Actions C1, les Actions C2, les Actions C3 et les Actions C4 (suivant le cas);

«Actions C1» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action C1» le montant (à concurrence de 4 millions de GBP maximum) équivalent à 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la SBU au Seuil d'Action C1 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action C1» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action C1 et (ii) le Rendement d'Action C1 divisé par le nombre d'Actions C1 émises à la date de l'Événement de Remboursement d'Action C;

«Seuil d'Action C1» le Pourcentage SBU du montant total des Obligations Senior, à la date de l'Événement de remboursement d'Action C;

«Actions C2» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action C2» le montant (à concurrence de GBP 1.333.333 maximum) équivalent au Droit au Prorata multiplié par le Montant du Rendement d'Action C2 à la date de l'Événement de Remboursement d'Action C;

«Montant du Rendement de l'Action C2» (i) 13 pourcent (13 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la SBU au Seuil d'Action C2 multiplié par (ii) le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement de l'Action C2» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action C2 et (ii) le Rendement d'Action C2 divisé par le nombre d'Actions C2 émises à la date de l'Événement de Remboursement de l'Action C;

«Seuil d'Action C2» le total du Seuil d'Action C1 plus le Rendement d'Action C1 plus le Pourcentage SBU du montant total de l'intérêt payable sur les PEC Midco Junior (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférent) et le montant total des intérêts payables sur les Management PEC (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférent) dans l'hypothèse d'un remboursement ou d'un rachat des PEC Midco Junior et des Management PEC à la date de l'Événement de Remboursement d'Action C;

«Actions C3» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action C3» le montant (à concurrence de GBP 1.333.333 maximum) équivalent à 13 pourcent (13 %) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de la SBU au Seuil d'Action C3 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement de l'Action C3» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action C3 et (ii) le Rendement d'Action C3 divisé par le nombre d'Actions C3 émises à la date de l'Événement de Remboursement d'Action C;

«Seuil d'Action C3» le total du Seuil d'Action C2 plus (i) le Pourcentage SBU de tous les montants dus pour le remboursement des Actions B Topco et des Actions C Topco, dans chacun des cas à la date de l'Événement de Remboursement d'Action C et (ii) du Rendement d'Action C2;

«Actions C4» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Montant d'Action C4» 1 pourcent (1 %) du montant excédentaire de la Valeur d'aliénation de la SBU par rapport au Seuil d'Action C4 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action C4» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action C4 et (ii) le Montant d'Action C4 divisé par le nombre d'Actions C4 émises à la date de l'Événement de Remboursement d'Action C;

«Seuil d'Action C4» le total du Seuil de l'Action C3 et du Rendement d'Action C3;

«Actionnaire D» un détenteur d'Actions D;

«Événement de Remboursement de l'Action D» (1) une Cotation de l'UBU; ou (2) la réalisation de la vente à une tierce partie, qui n'est pas une Société du Groupe, de (i) tout le capital social émis de toutes sociétés précisément identifiées dans la définition de UBU ci-dessous avec la propriété intellectuelle utilisée par UBU et détenue par Findus Sverige AB; ou de (ii) l'ensemble (ou fondamentalement l'ensemble) des actifs et des entreprises de l'UBU;

«Actions D» les Actions D1, les Actions D2, les Actions D3 et les Actions D4 (suivant le cas);

«Actions D1» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action D1» le montant (à concurrence de 6 millions de GBP maximum) équivalent à 2 pourcent (2%) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de l'UBU au Seuil d'Action D1 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement de l'Action D1» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action D1 et (ii) le Rendement d'Action D1 divisé par le nombre d'Actions D1 émises à la date de l'Événement de Remboursement d'Action D;

«Seuil d'Action D1» le Pourcentage UBU du montant total des Obligations Senior, à la date de l'Événement de Remboursement de l'Action D;

«Actions D2» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement d'Action D2» le montant (à concurrence de 2.000.000 millions de GBP maximum) équivalent au Droit au Prorata multiplié par le Montant du Rendement d'Action D2 à la date de l'Événement de Remboursement d'Action D;

«Montant du Rendement de l'Action D2» (i) 20 pourcent (20%) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de l'UBU au Seuil d'Action D2 multiplié par (ii) le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action D2» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action D2 et (ii) le Rendement d'Action D2 divisé par le nombre d'Actions D2 émises à la date de l'Événement de Remboursement d'Action D;

«Seuil d'Action D2» le total du le Seuil de l'Action D1 plus le Rendement d'Action D1 plus du Pourcentage UBU du montant total de l'intérêt payable sur les PEC Midco Junior (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférent) et du montant total de l'intérêt payable sur les Management PEC (et de l'intérêt sur tout intérêt couru y afférent) dans l'hypothèse d'un remboursement ou d'un rachat des PEC Midco Junior et des Management PEC à la date de l'Événement de Remboursement d'Action D;

«Actions D3» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Rendement de l'Action D3» le montant (à concurrence de 2.000.000 millions de GBP maximum) équivalent à 20 pourcent (20%) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de l'UBU au Seuil d'Action D3 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action D3» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action D3 et (ii) le Rendement d'Action D3 divisé par le nombre d'Actions D3 émises à la date de l'Événement de Remboursement de l'Action D;

«Seuil d'Action D3» le total du Seuil de l'Action D2 plus (i) le Pourcentage UBU de tous les montants dus pour le remboursement des Actions B Topco et des Actions C Topco, dans chacun des cas à la date de l'Événement de Remboursement d'Action D et (ii) du Rendement d'Action D2;

«Actions D4» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Montant d'Action D4» 2 pourcent (2%) du montant excédentaire de la Valeur d'Aliénation de l'UBU au Seuil d'Action D4 multiplié par le Droit Acquis;

«Prix du Remboursement d'Action D4» la valeur la plus élevée entre (i) la valeur nominale de chaque Action D4 et (ii) le Montant d'Action D4 divisé par le nombre d'Actions D4 émises à la date de l'Événement de Remboursement d'Action D;

«Seuil d'Action D4» le total du Seuil d'Action D3 et du Rendement d'Action D3;

«RFASE» désigne le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés établi en vertu des lois de Guernesey conformément à l'Acte de Fiducie;

«Rendement de Niveau 1 du RFASE» tout rendement des Actions Traçantes de la Direction Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe multiplié par le Droit Acquis;

«Rendement de Niveau 2 du RFASE» tout rendement des Actions de la Direction Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe multiplié par le Droit Acquis;

«Rendement de Niveau 3 du RFASE» tout rendement des Actions D Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe multiplié par le Droit Acquis;

«Rendement de Niveau 4 du RFASE» tout rendement des Actions E Topco perçu par les détenteurs de ces dernières lors d'un Événement de Rendement du Groupe multiplié par le Droit Acquis;

«Actions E» les Actions E1, les Actions E2, les Actions E3 et les Actions E4 (suivant le cas);

«Actions E1» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Actions E2» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Actions E3» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Actions E4» les actions ordinaires à droit de vote remboursables dans le capital social de la Société, dont la valeur nominale est de 0,01 EUR chacune, assorties des droits énoncés et soumises aux obligations énoncés aux présents Statuts;

«Actionnaire Commandité» Findus Manco GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon le droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, et dont l'im-

matriculation au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg est en cours, en sa capacité d'actionnaire commandité de la Société;

«Bon Sortant» tout Sortant: (A) qui est réputé être un Bon Sortant par l'Actionnaire Commandité; ou (B) dont l'emploi auprès du Groupe ou la prestation de services à celui-ci cesse par suite:

(a) du décès ou d'une incapacité en raison d'une maladie ou d'un handicap (sauf s'ils sont causés, dans chacun des cas, par l'abus d'alcool ou de substances);

(b) du départ à la retraite en accord avec ses conditions d'embauche ou d'un choix de départ à la retraite à l'âge de 65 ans ou plus;

(c) d'un licenciement autrement que dans des circonstances où:

(i) il aurait été licencié par le Groupe pour un motif constitutif d'une Faute qu'il aurait commise ou pour ne pas avoir respecté un avertissement écrit, que lui aurait remis le membre du Groupe concerné concernant sa Faute ou possible Faute, dans un délai de temps raisonnable après avoir reçu ledit avertissement écrit; ou

(ii) le Conseil d'administration de Topco adopterait à l'unanimité une résolution constatant la perte de confiance en lui (ou, si le Sortant était un membre du Conseil d'Administration de Topco, tous les membres du Conseil d'administration de Topco autres que ledit Sortant ayant voté en faveur d'une résolution constatant la perte de confiance en lui par le Conseil d'administration de Topco);

«Montant Excédentaire du Bon Sortant» la part de toute contrepartie payée ou payable à un Bon Sortant, lequel serait successivement relégué au rang de Mauvais Sortant Reclassé, et/ou à ses Détenteurs liés, au titre de Participation du Sortant leur revenant, dépassant celle qui aurait été payée ou payable si le Bon Sortant, subséquemment relégué au rang de Mauvais Sortant Reclassé, avait été qualifié de Mauvais Sortant d'emblée à la Date de Sortie;

«Groupe» Topco, Midco et Luxco et leurs filiales respectives au moment considéré et par «Société du Groupe» l'une ou l'autre d'entre elles;

«Mauvais Sortant du Groupe» a la signification donnée à l'Article 10.7.2;

«EBITDA du Groupe» les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements du Groupe tels que déclarés dans les états financiers annuels audités de Luxco mais en rajoutant les montants correctement attribués en tant que frais exceptionnels et dépenses d'investisseurs dans lesdits états financiers;

«Bon Sortant du Groupe» a la signification donnée à l'Article 10.7.1;

«Juste Valeur Marchande du Sortant du Groupe» a la signification donnée à l'Article 10.7.3;

«Actionnaire de Gestion du Groupe» un détenteur d'Actions E qui ne détient pas d'Actions B, d'Actions C ou d'Actions D;

«Événement de Remboursement du Groupe» (i) la réalisation de la vente à une tierce partie, qui n'est pas une Société du Groupe, de (a) tout le capital social émis de Midco ou (b) les segments d'activité en tant que partie de la même transaction dont il n'a pas été disposé à la suite de l'Évènement de Remboursement ou (ii) une Vente d'actions Topco ou (iii) une Cotation;

«Accord Entre Créanciers» désigne l'accord entre créanciers daté du 19 Juillet 2013 entre, entre autre, Société Générale, Succursale de Londres comme Agent de Sûreté, Société Générale, Succursale de Londres comme Agent RCF et les Débiteurs (chacun tel que défini dans l'Accord Entre Créanciers);

«TRI» le taux d'actualisation annualisé (exprimé en pourcentage) qui, dès lors qu'il est appliqué à une série de flux de trésorerie, produit une valeur agrégée actuelle nette desdits flux de trésorerie égale à zéro;

«Sortant» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.1;

«Date de sortie», au regard d'un Sortant et de chacun de ses Détenteurs Liés:

(a) la date à laquelle est effectué le paiement tenant lieu de préavis, si un paiement pour tenir lieu de préavis est effectué;

(b) si le Sortant démissionne, la date de ladite démission;

(c) si le Sortant décède, la date de son décès ou du certificat dudit décès (si la date du décès n'est pas connue); et

(d) dans toute autre circonstance, la date à laquelle le Sortant cesse d'être en service actif en qualité d'employé ou de prestataire d'une Société du Groupe (incluant en cela, pour lever toute ambiguïté, la date de commencement de toute période de préavis, période de dispense de service ou autre période suite à laquelle l'emploi/la prestation est automatiquement résilié/e);

«Participation du Sortant» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.1;

«Emprunts Obligataires du Sortant» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.9;

«Offre du Sortant» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.1;

«Admission à la Cote» l'admission effective des actions de Topco, ou des actions de toute nouvelle société holding de Topco constituée à ces fins, ou des actions de toute autre Société du Groupe, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers «Financial Services and Markets Act 2000») ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Luxco» Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., une société constituée au Luxembourg, dont le siège social est sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B140.337;

«Management PECs» jusqu'à 1.000.000 de certificats de parts privilégiées de GBP 1,00 chacun à hauteur de 25 % PIK, subordonnés, non garantis, devant être émis par Midco à certain des Actionnaires d'Actions de la Direction au moment où autour de la date de constitution de la Société;

«Actionnaire d'Actions de la Direction» ou «Actionnaire Commanditaire» un détenteur d'Actions de la Direction;

«Actions de la Direction» chacune des Actions B, des Actions C, des Actions D et des Actions E;

«Dépenses MEP» les coûts annuels permanents, frais et dépenses encourus en relation avec le régime d'actionariat de la direction du Groupe (y compris, mais sans s'y limiter, les frais générés par l'administration comptable et d'entretien annuelle, les coûts et dépenses relatifs à la Société, l'Actionnaire Commandité, Findus Intermediary Holdings S.à r.l. et le (s) fiduciaire(s) du RFASE de temps à autre);

«Midco» Marlin 1 Luxembourg S.à r.l., une société constituée en vertu des lois du Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.210, dont le siège social est sis aux 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

«PECs Midco Junior» les certificats de parts privilégiées à hauteur de 25 %, subordonnés, non garantis émis par Midco;

«Faute» quoi que ce soit de ce qui suit:

(a) tout acte fautif qui aurait été commis justifiant une résiliation sans préavis en common law (ou son équivalent dans toute autre juridiction autre que le Royaume-Uni);

(b) la violation grave par un employé ou un consultant de l'obligation de loyauté et de respect de la confiance envers son employeur;

(c) toute violation substantielle ou systématique de l'un ou l'autre des termes ou des conditions d'un contrat de travail d'un employé ou d'un contrat de prestation de services d'un consultant, incluant en cela le fait de négliger ou de refuser d'accomplir l'un ou l'autre de ses devoirs ou de respecter toute consigne raisonnable qui lui a été impartie par l'Actionnaire Commandité;

(d) une condamnation pour toute infraction pénale (autre qu'une contravention au Code de la route (Road Traffic Acts) du Royaume-Uni (ou son équivalent dans toute juridiction autre que le Royaume-Uni) ne prévoyant pas une peine d'emprisonnement ou n'ayant pas d'impact matériel sur ses devoirs dans le cadre de son contrat de service);

(e) faire l'objet d'une destitution de toute fonction au sein de toute société en vertu de la loi en matière d'insolvabilité «Insolvency Act 1986» ou de la loi sur la destitution des administrateurs «Directors Disqualification Act 1986» du Royaume-Uni (ou leur équivalent dans toute juridiction autre que le Royaume-Uni) ou avoir fait l'objet d'une destitution ou interdiction d'appartenance en qualité de membre à tout organisme de régulation, ou toute sanction disciplinaire grave infligée par ce dernier, susceptible de miner la confiance de l'Actionnaire Commandité à l'égard d'une poursuite de l'emploi ou de l'activité de conseil de l'individu; ou

(f) tout agissement ayant mis à mal la réputation d'une Société du Groupe ou ayant jeté un grave discrédit sur cette dernière;

«NBU» l'intégralité de l'activité exploitée par Frionor Sverige AB, Findus Finland OY, Findus Danmark A/S, Foodvest International AB, Lion/Gem Norway 1 AS, Findus Norge Holding AS, Findus Norge AS et chacune de leurs Filiales ainsi que l'intégralité de l'activité exploitée par Findus Sverige AB (à l'exception, pour lever tout doute, de tout actionariat dans des sociétés dont l'activité fait partie de la SBU) à l'exception, pour lever tout doute, de la propriété intellectuelle détenue par Findus Sverige AB ou Frionor Sverige AB utilisée comme faisant partie de la SBU et/ou UBU;

«Coûts d'Aliénation de la NBU» les coûts, les honoraires et les frais encourus par tout membre du Groupe dans le cadre d'une aliénation de la NBU s'inscrivant dans un Événement de Rendement de l'Action B, incluant en cela mais sans s'y limiter, les honoraires et frais de conseils tiers en matière bancaire, fiscale, réglementaire et juridique;

«Valeur d'Aliénation de la NBU» le total représenté par (i) la contrepartie perçue pour un Événement de Rendement de l'Action B correctement attribuable à la NBU (telle qu'ajustée par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) de façon à prendre en compte toute contrepartie différée, accessoire ou non liquide perçue pour l'Événement de Rendement de l'Action B); déduction faite des (ii) Coûts d'Aliénation de la NBU (autres que les coûts visés à la contrepartie perçue);

«EBITDA de la NBU» les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements de la NBU tels que déclarés dans les états financiers annuels consolidés audités de Luxco mais en rajoutant les montants correctement attribuables en tant que frais exceptionnels et dépenses d'investisseurs dans lesdits états financiers;

«Admission à la Cote de la NBU» l'admission effective des actions de toute nouvelle société de holding de la NBU constituée à ces fins, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers «Financial Services and Markets Act 2000») ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Pourcentage NBU» 58 % ou autre pourcentage (zéro inclus) jusqu'à 100 % maximum pouvant être arrêté à tout moment par l'Actionnaire Commandité en fonction du pourcentage que représente l'EBITDA de la NBU par rapport à l'EBITDA du Groupe;

«Cotation de la NBU» une Admission à la cote de la NBU au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins 80 pourcent de son capital social émis plus une action;

«Période d'Offre» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.2;

«Droit au Prorata» la formule suivante (exprimée en pourcentage):

$$X / (X + Y + Z)$$

Où:

X = 10 millions GBP

Y = le montant impayé total (y compris tout dividende cumulatif impayé) des Actions B Topco; et

Z = le montant impayé total (y compris tout dividende cumulatif impayé) des Actions C Topco.

«Cotation» une Admission à la cote au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins un tiers de son capital social émis plus une action;

«Mauvais Sortant Reclassé» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.11;

«Détenteur Lié» a le sens qui lui est attribué à l'Article 10.1;

«Événement de Rendement» un Événement de Rendement de l'Action B, un Événement de Rendement de l'Action C, un Événement de Rendement de l'Action D ou un Événement de Rendement du Groupe, suivant le cas;

«SBU» l'intégralité de l'activité exploitée par Findus Espana SLU, Findus Holding France SAS chacune de leur Filiales ainsi que la propriété intellectuelle utilisée par l'activité détenue par Frionor Sverige AB;

«Coûts d'Aliénation de la SBU» les coûts, les honoraires et les frais encourus par tout membre du Groupe dans le cadre d'une aliénation de la SBU s'inscrivant dans un Événement de Rendement de l'Action C, incluant en cela mais sans s'y limiter, les honoraires et frais de conseils tiers en matière bancaire, fiscale, réglementaire et juridique;

«Valeur d'Aliénation de la SBU» le total représenté par (i) la contrepartie perçue pour un Événement de rendement de l'Action C correctement attribuable à la SBU (telle qu'ajustée par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) de façon à prendre en compte toute contrepartie différée, accessoire ou non liquide perçue pour l'Événement de Rendement de l'Action C); déduction faite des (ii) Coûts d'aliénation de la SBU (autres que les coûts visés à la contrepartie perçue);

«EBITDA de la SBU» les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements de la SBU tels que déclarés dans les états financiers annuels consolidés audités de Luxco en rajoutant les montants correctement attribuables en tant que frais exceptionnels et dépenses d'investisseurs dans lesdits états financiers;

«Admission à la Cote de la SBU» l'admission effective des actions de toute nouvelle société holding de la SBU constituée à ces fins, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers «Financial Services and Markets Act 2000») ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Pourcentage SBU» 16 % ou autre pourcentage (zéro inclus) jusqu'à 100 % maximum pouvant être arrêté à tout moment par l'Actionnaire Commandité en fonction du pourcentage que représente l'EBITDA de la SBU par rapport à l'EBITDA du Groupe;

«Cotation de la SBU» une Admission à la cote de la SBU au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins 80 pourcent de son capital social émis plus une action;

«Obligations Senior» le montant total impayé au regard (i) des Obligations à Rendement Elevé émises par Findus Bondco SA (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (ii) des Toggle Bonds PIK émises par Findus PIK SCA (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (iii) des Super Senior RCF (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (iv) des Emprunts Obligataires Midco Senior (ainsi que l'intérêt couru et impayé y afférent et toute pénalité de remboursement anticipé), (v) du principal des PECs Midco Junior et toute pénalité de remboursement anticipé, (vi) du principal des Management PECs et toute pénalité de remboursement anticipé, (vii) de toute dette de premier rang aux PIK Toggle Bonds autorisés selon les termes de l'Accord Entre Créanciers, et (viii) des autres dettes, coûts et frais de tout membre du Groupe que l'Actionnaire Commandité pourrait arrêter de temps à autre;

«Pacte d'Actionnaires» toute convention entre actionnaires pouvant périodiquement être conclue entre les actionnaires et la Société;

«Topco» Marlin 1 Limited, une société à responsabilité limitée, exonérée d'impôt, constituée selon le droit des Îles Caïmans dont le numéro d'immatriculation est QH-270124;

«Conseil d'Administration de Topco» le conseil d'administration de Topco tel que composé de temps à autre;

«Actions B Topco» les actions c privilégiées remboursables à dividende cumulatif avec et sans droit de vote dans le capital social de Topco, dont la valeur nominale est de 0,0001 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Actions C Topco» les actions c privilégiées remboursables à dividende cumulatif avec et sans droit de vote dans le capital social de Topco, dont la valeur nominale est de 0,0001 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Actions D Topco» les actions privilégiées remboursables sans droit de vote dans le capital social de Topco, dont la valeur nominale est de 0,0001 EUR chacune et dont le rendement économique maximum est de 10 millions GBP (convertis en euros au taux de 1,00 GBP: 1,2555 EUR), assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Actions E Topco» les actions ordinaires E dans le capital social de Topco dont la valeur nominale est de 0,0001 EUR chacune, assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers;

«Actions de la Direction Topco» les actions ordinaires remboursables sans droit de vote dans le capital social de Topco, sans coupon, dont la valeur nominale est de 0,0001 EUR chacune et dont le rendement économique maximum est de 10 millions GBP (convertis en euros au taux de GBP1,00:EUR1,2555), assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers, et réservées à l'émission par Topco à certains membres de la haute direction et autres employés du Groupe à titre de participation de l'équipe de direction suite à l'achèvement de la restructuration;

«Actions Traçantes de la Direction Topco» les actions ordinaires remboursables sans droit de vote dans le capital social de Topco, sans coupon, dont la valeur nominale est de 0,0001 EUR chacune et dont le rendement économique maximum est de 10 millions GBP (convertis en euros au taux de GBP1,00:EUR1,2555), assorties des droits et soumises aux obligations des dispositions du Pacte d'Actionnaires Topco et des statuts de Topco, et dont l'ordre de priorité est conforme à ces derniers, et réservées à l'émission par Topco à certains membres de la haute direction et autres employés du Groupe à titre de participation de l'équipe de direction suite à l'achèvement de la restructuration;

«Pacte d'Actionnaires Topco» le pacte d'actionnaires daté du 27 septembre 2012 (tel que modifié en date du 20 mai 2013 et modifié et reformulé en date du 19 juillet 2013, ainsi que tel que successivement modifié et reformulé de temps à autre) entre, entre autres, Topco, Midco et Luxco;

«Vente d'Actions Topco» une vente de toutes les actions émises de Topco, que ce soit moyennant l'exercice de droits d'entraînement ou autrement;

«Transfert» une vente, transfert, offre, octroi de participation, hypothèque, gage, cession, nantissement, constitution de sûreté ou de privilège, charge, donation, apport, dépôt en fiducie, signature de toute convention de vote ou autre aliénation des actions ou de toute propriété bénéficiaire sur ces dernières, dans chacun des cas, que ce soit directement ou indirectement et au regard de la propriété légale et/ou bénéficiaire et les mots «Destinataire du Transfert», «Transférant» et «Transférable» seront interprétés en conséquence;

«Acte de Fiducie» l'instrument fiduciaire connu sous le nom de régime fiduciaire d'avantages sociaux aux employés du Groupe Findus («Findus Group employee benefit trust») entre le fiduciaire et Topco;

«UBU» l'activité exploitée par Findus Equity Co S.à r.l, Findus UK Group Limited et leurs Filiales ainsi que la propriété intellectuelle utilisée pour cette activité et détenue par Findus Sverige AB;

«Coûts d'Aliénation de l'UBU» les coûts, les honoraires et les frais encourus par tout membre du Groupe dans le cadre d'une aliénation de l'UBU s'inscrivant dans un Événement de Rendement de l'Action D, incluant en cela mais sans s'y limiter, les honoraires et frais de conseils tiers en matière bancaire, fiscale, réglementaire et juridique;

«Valeur d'Aliénation de l'UBU» le total représenté par (i) la contrepartie perçue pour un Événement de Rendement de l'Action D correctement attribuable à l'UBU (telle qu'ajustée par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) de façon à prendre en compte toute contrepartie différée, accessoire ou non liquide perçue pour l'Événement de Rendement de l'Action D); déduction faite des (ii) Coûts d'aliénation de l'UBU (autres que les coûts visés à la contrepartie perçue);

«EBITDA de l'UBU» les bénéfices avant intérêts, impôts et dotations aux amortissements de l'UBU tels que déclarés dans les états financiers annuels consolidés audités de Luxco en rajoutant les montants correctement attribuables en tant que frais exceptionnels et dépenses d'investisseurs dans lesdits états financiers;

«Admission à la Cote de l'UBU» l'admission effective des actions de toute nouvelle société holding de l'UBU constituée à ces fins, à l'inscription à la cote officielle et à la négociation auprès de toute bourse d'investissement reconnue (suivant la définition qui est donnée de cette expression dans la loi sur les services et les marchés financiers «Financial Services and Markets Act 2000») ou auprès de toute bourse ou marché la remplaçant;

«Pourcentage UBU» 26 % ou autre pourcentage (zéro inclus) jusqu'à 100 % maximum pouvant être arrêté à tout moment par l'Actionnaire Commandité en fonction du pourcentage que représente l'EBITDA de l'UBU par rapport à l'EBITDA du Groupe;

«Cotation de l'UBU» une Admission à la Cote de l'UBU au regard de laquelle il existe une convention de prise ferme pour une vente d'actions de l'émetteur correspondant représentant au moins 80 pourcent de son capital social émis plus une action;

«Droit Acquis» le nombre d'Actions Dévolues de la catégorie correspondante divisé par le nombre d'actions maximum susceptibles d'autorisation d'émission par l'Actionnaire Commandité dans ladite catégorie conformément aux termes de l'Article 5.3 des Statuts; et

«Actions Dévolues» les Actions de la Direction dont la dévolution est définitivement acquise au sein de la catégorie correspondante conformément au Pacte d'actionnaires, déduction faite de toute action de ladite catégorie qui aurait été rachetée et annulée par la Société.

I. Nom - Types d'actionnaires - Siège social - Objet - Durée

1. Nom / Types d'actionnaires. La dénomination sociale de la société est «Findus Manco S.C.A.» (la «Société»). La Société est une société en commandite par actions régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, notamment, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts constitutifs (les «Statuts»).

La Société existe entre un ou plusieurs actionnaires commandités responsables individuellement et solidairement de tous les passifs de la Société dans la mesure où ceux-ci ne peuvent pas être payés avec les actifs de la Société (le ou les «Actionnaires commandités») et un ou plusieurs actionnaires commanditaires responsables à concurrence du montant de capital qu'ils ont apporté à la Société lors de la souscription des actions (le ou les «Actionnaires commanditaires»).

Les Actionnaires Commanditaires et le ou les Actionnaires Commandités sont collectivement désignés dans les Statuts les «Actionnaires» et, lorsqu'ils sont considérés individuellement l'«Actionnaire».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du Gérant. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger (à l'exception des Etats-Unis d'Amérique) par décision du Gérant. Lorsque le Gérant estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

3. Objectif social.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toute société ou entreprise sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 Sous réserve de l'article 4.3, la Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Actionnaires.

4.3 En cas de décès, liquidation, incapacité juridique, démission, faillite ou toute autre procédure similaire affectant l'Actionnaire Commandité et empêchant ce dernier de gérer la Société, il sera donné suite à la Société et un Actionnaire Commandité remplaçant sera nommé au plus tard dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la survenance de l'évène-

ment ayant empêché la poursuite de la gestion de la Société par l'Actionnaire commandité, et ledit remplacement devra être adopté à l'unanimité par tous les Actionnaires restants. Au cas où les Actionnaires ne parviendraient pas à s'accorder sur un nouvel Actionnaire Commandité, la Société sera dissoute et liquidée.

II. Capital - Actions

5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à trente-deux mille cinq cent trente-neuf Euros et quarante cents (32.539,40), représenté par:

- trois millions cent mille (3.100.000) actions illimitées (les «Actions Illimitées»);
 - huit mille (8.000) Actions B1;
 - deux mille (2.000) Actions B2;
 - deux mille (2.000) Actions B3;
 - deux mille (2.000) Actions B4;
 - six mille (6.000) Actions C1;
 - mille cinq cents (1.500) Actions C2;
 - mille cinq cents (1.500) Actions C3;
 - mille cinq cents (1.500) Actions C4;
 - dix mille (10.000) Actions D1;
 - deux mille cinq cents (2.500) Actions D2;
 - deux mille cinq cents (2.500) Actions D3;
 - deux mille cinq cents (2.500) Actions D4;
 - cinquante-huit mille (58.000) Actions E1;
 - dix-sept mille neuf cent quatre-vingt (17.980) Actions E2;
 - dix-sept mille neuf cent quatre-vingt (17.980) Actions E3; et
 - dix-sept mille neuf cent quatre-vingt (17.980) Actions E4;
- toutes sous forme nominative, d'une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune.

Les Actions Illimitées et les Actions de la Direction sont collectivement désignées les «Actions» et individuellement, une «Action».

5.2 Sous réserve des présents Statuts et de la Loi, mais sans préjudice aux droits attachés à toute action existante, le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 Le Gérant est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte constitutif, à:

(i) Augmenter le capital social actuel en une ou plusieurs fois à concurrence de soixante mille Euro (EUR 60.000), en émettant au maximum:

- dix mille (10.000) Actions B1;
- deux mille cinq cents (2.500) Actions B2;
- deux mille cinq cents (2.500) Actions B3;
- deux mille cinq cents (2.500) Actions B4;
- huit mille (8.000) Actions C1;
- deux mille (2.000) Actions C2;
- deux mille (2.000) Actions C3;
- deux mille (2.000) Actions C4;
- douze mille (12.000) Actions D1;
- trois mille (3.000) Actions D2;
- trois mille (3.000) Actions D3;
- trois mille (3.000) Actions D4;
- soixante mille (60.000) Actions E1;
- dix-huit mille six cents (18.600) Actions E2;
- dix-huit mille six cents (18.600) Actions E3; et
- dix-huit mille six cent (18.600) Actions E4,

toutes assorties des mêmes droits que ceux des Actions existantes. Pour lever toute ambiguïté, à moins que le capital social ne soit augmenté par l'Assemblée Générale, le nombre d'actions maximum de chaque catégorie dont l'émission par l'Actionnaire Commandité est autorisée conformément au présent Article 5.3 sera le nombre d'actions maximum de chaque catégorie tel qu'indiqué ci-dessus.

Outre les limitations ci-dessus, (i) le nombre total d'Actions B1, d'Actions C1 et d'Actions D1 ne peut jamais dépasser vingt-huit mille (28.000) actions, (ii) le nombre total d'Actions B2, d'Actions C2 et d'Actions D2 ne peut jamais dépasser sept mille (7.000) actions, (iii) le nombre total d'Actions B3, d'Actions C3 et d'Actions D3 ne peut jamais dépasser sept mille (7.000) actions, et (iv) le nombre total d'Actions B4, d'Actions C4 et d'Actions D4 ne peut jamais dépasser sept mille (7.000) actions.

(ii) Limiter ou retirer les droits de souscription privilégiés des Actionnaires aux nouvelles Actions et déterminer quelles personnes sont autorisées à souscrire les nouvelles Actions; et

(iii) Enregistrer chaque augmentation de capital social par voie d'acte notarié et modifier le registre des Actions en conséquence.

6. Actions.

6.1. Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) propriétaire par Action.

6.2. Chaque action confère un seul droit de vote à son détenteur.

6.3. Les Actions sont et demeureront des actions nominatives.

6.4. Un registre des Actions sera conservé au siège social et pourra être examiné, sur demande, par tout Actionnaire.

6.5. Il sera procédé à un transfert d'Action par l'inscription dans le registre des actions d'une déclaration de transfert, dûment signée et datée soit par:

(i) à la fois l'auteur du transfert et le destinataire du transfert ou leurs représentants autorisés; soit

(ii) tout représentant autorisé de la Société,

après notification adressée à la Société ou acceptation par la Société, conformément à l'Article 1690 du Code civil du Luxembourg.

6.6. Tout document consignait l'accord entre l'auteur du transfert et le destinataire du transfert, lequel est valablement signé par les deux parties, peut être accepté par la Société comme preuve d'un transfert d'action.

6.7. La Société peut rembourser ses propres actions dans les limites fixées par la Loi.

6.8. Les Actions B ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat d'Actions B, d'un remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement de l'Action B, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, l'Actionnaire Commandité aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Actions B conformément à l'Article 19 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Actions B. À la liquidation de la Société, les détenteurs d'Actions B seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Actions B proportionnellement au nombre d'Actions B qu'ils détiennent.

6.9. Les Actions C ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat d'Actions C, d'un Remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement de l'Action C, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée générale ou, le cas échéant, l'Actionnaire Commandité aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Actions C conformément à l'Article 19 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Actions C. À la liquidation de la Société, les détenteurs d'Actions C seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Actions C proportionnellement au nombre d'Actions C qu'ils détiennent.

6.10. Les Actions D ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat d'Actions D, d'un Remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement de l'Action D, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée générale ou, le cas échéant, l'Actionnaire Commandité aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Actions D conformément à l'Article 19 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Actions D. À la liquidation de la Société, les détenteurs d'Actions D seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Actions D proportionnellement au nombre d'Actions D qu'ils détiennent.

6.11. Les Actions E ne permettent de percevoir une distribution, que ce soit sous la forme d'un dividende, d'un remboursement ou d'un rachat des Actions E, d'un Remboursement de capital à l'occasion d'une liquidation ou de la survenance d'un Événement de Rendement du Groupe, que conformément aux dispositions de distribution visées à l'Article 8. Sous réserve de la phrase qui précède, l'Assemblée générale ou, le cas échéant, l'Actionnaire Commandité aura la faculté discrétionnaire de déclarer un dividende sur les Actions E conformément à l'Article 19 et pourra décider de rembourser certaines ou l'ensemble des Actions E. À la liquidation de la Société, les détenteurs d'Actions E seront en droit de percevoir tout actif imputé aux Actions E proportionnellement au nombre d'Actions E qu'ils détiennent.

7. Droits attachés aux Actions de la Direction.

7.1 Droit aux Avantages Economiques des Actions

7.1.1 Le droit des Actions de la Direction de participer à tout Événement de Rendement sera calculé conformément aux dispositions de l'Article 8 des présents Statuts.

7.1.2 Sous réserve de ce qui est exposé à l'Article 6, aucune Action de la Direction n'aura d'autres droits à tout avantage économique que ce soit.

7.2 Dispositions relatives au Sortant Les droits attachés aux Actions de la Direction, si leur détenteur devient un Sortant ou s'il est le Détenteur Lié d'un Sortant, sont fixés à l'Article 10.

8. Distributions lors d'un Événement de Rendement.

8.1 Aliénation d'Activité

Sous réserve des dispositions de l'Article 10:

8.1.1 Lors d'un Événement de Rendement de l'Action B, le ou les Actionnaires B seront réputés avoir proposé de vendre ou avoir remboursé toutes leurs Actions B et Actions E à des personnes (Société incluse) désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable, au travers desdites ventes ou remboursements, pour chaque:

(i) Action B1 sera (i) s'agissant de toute Action B1 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action B1, ou (ii) s'agissant de toute Action B1 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action B1;

(ii) Action B2 sera (i) s'agissant de toute Action B2 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action B2, ou (ii) s'agissant de toute Action B2 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action B2;

(iii) Action B3 sera (i) s'agissant de toute Action B3 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action B3, ou (ii) s'agissant de toute Action B3 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action B3;

(iv) Action B4 sera (i) s'agissant de toute Action B4 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action B4, ou (ii) s'agissant de toute Action B4 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action B4; et

(v) Action E sera la valeur nominale de ladite Action E.

8.1.2 Lors d'un Événement de Rendement de l'Action C, le ou les Actionnaires C seront réputés avoir proposé de vendre ou avoir remboursé toutes leurs Actions C et Actions E à des personnes (Société incluse) désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable, au travers desdites ventes ou remboursements, pour chaque:

(i) Action C1 sera (i) s'agissant de toute Action C1 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action C1, ou (ii) s'agissant de toute Action C1 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action C1;

(ii) Action C2 sera (i) s'agissant de toute Action C2 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action C2, ou (ii) s'agissant de toute Action C2 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action C2;

(iii) Action C3 sera (i) s'agissant de toute Action C3 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action C3, ou (ii) s'agissant de toute Action C3 qui est une Action dévolue, le Prix du Rendement de l'Action C3;

(iv) Action C4 sera (i) s'agissant de toute Action C4 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action C4, ou (ii) s'agissant de toute Action C4 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action C4; et

(v) Action E sera la valeur nominale de ladite Action E.

8.1.3 Lors d'un Événement de rendement de l'Action D, le ou les Actionnaires D seront réputés avoir proposé de vendre ou avoir remboursé toutes leurs Actions D et Actions E à des personnes (Société incluse) désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable, au travers desdites ventes ou remboursements, pour chaque:

(i) Action D1 sera (i) s'agissant de toute Action D1 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action D1, ou (ii) s'agissant de toute Action D1 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action D1;

(ii) Action D2 sera (i) s'agissant de toute Action D2 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action D2, ou (ii) s'agissant de toute Action D2 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action D2;

(iii) Action D3 sera (i) s'agissant de toute Action D3 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action D3, ou (ii) s'agissant de toute Action D3 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action D3;

(iv) Action D4 sera (i) s'agissant de toute Action D4 qui n'est pas une Action Dévolue, la valeur nominale de chaque Action D4, ou (ii) s'agissant de toute Action D4 qui est une Action Dévolue, le Prix du Rendement de l'Action D4; et

(v) Action E sera la valeur nominale de ladite Action E.

8.2 Aliénation du Groupe

Sous réserve des dispositions de l'Article 10 et de l'Article 8.3, lors de la survenance d'un Événement de Rendement du Groupe, le ou les Actionnaires d'Actions de la Direction seront réputés avoir fait une proposition de vente ou avoir effectué un remboursement de:

8.2.1 toutes leurs Actions E1 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Actions E1, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de Niveau 1 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs d'Actions E1 qui sont des Actions Dévolues;

8.2.2 toutes leurs Actions E2 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Actions E2, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de Niveau 2 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs d'Actions E2 qui sont des Actions Dévolues;

8.2.3 toutes leurs Actions E3 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Actions E3, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de Niveau 3 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs d'Actions E3 qui sont des Actions Dévolues;

8.2.4 toutes leurs Actions E4 à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix payable au total pour lesdites Actions E4, au travers desdites ventes ou remboursements, sera le Rendement de Niveau 4 du RFASE, lequel sera payé au prorata parmi tous les détenteurs d'Actions E4 qui sont des Actions Dévolues; et

8.2.5 toutes leurs Actions B, Actions C ou Actions D, suivant le cas, à des personnes, ou par des personnes, (Société incluse), désignées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et le prix desdites actions, au travers desdites ventes ou remboursements, sera la valeur nominale desdites Actions B, Actions C ou Actions D, suivant le cas.

8.3 Pas de rendement

Toutes les Actions E qui ne perçoivent pas de rendement conformément aux Articles

8.2.1 à 8.2.4 ci-dessus seront, à la seule et entière discrétion de l'Actionnaire Commandité, annulées, remboursées ou transférées à hauteur de la valeur nominale desdites Actions E.

8.4 Contrepartie

8.4.1 Sous réserve des dispositions de l'Article 8.4.2, tous les paiements au regard d'une vente ou d'un remboursement au sens du présent Article 8 pourront être effectués à l'actionnaire ou aux actionnaires correspondants en numéraire ou en emprunts obligataires non garantis aux conditions qui seront arrêtées par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion) et émis par une Société du Groupe ainsi qu'établi par l'Actionnaire Commandité (à sa seule et entière discrétion).

8.4.2 Sous réserve des dispositions de l'Article 10.9, tous les paiements au regard d'une vente ou d'un remboursement conformément à:

(a) l'Article 8.2.1 pourront être effectués à l'actionnaire ou aux actionnaires correspondants selon les mêmes considérations que les paiements effectués aux détenteurs des PECs Midco Junior en rapport avec leur détention de PECs Midco Junior PECs;

(b) l'Article 8.2.2 pourront être effectués à l'actionnaire ou aux actionnaires correspondants selon les mêmes considérations que les paiements effectués aux détenteurs des Actions B Topco et/ou des Actions C Topco en rapport avec leur détention d'Actions B Topco B Shares et/ou des Actions C Topco (suivant le cas);

(c) l'Article 8.2.3 pourront être effectués à l'actionnaire ou aux actionnaires correspondants selon les mêmes considérations que les paiements effectués aux détenteurs des Actions D Topco en rapport avec leur détention des Actions D Topco; et

(d) l'Article 8.2.4 pourront être effectués à l'actionnaire ou aux actionnaires correspondants selon les mêmes considérations que les paiements effectués aux détenteurs des Actions E Topco en rapport avec leur détention des Actions E Topco.

9. Transferts Autorisés - Détenteurs d'Actions de la Direction.

9.1 Sans égard pour toute autre disposition des présents Statuts, aucune Action de la Direction ne peut être Transférée par les Actionnaires d'Actions de la Direction sans le consentement écrit préalable de l'Actionnaire Commandité (lequel peut être refusé ou retardé à la seule et entière discrétion de l'Actionnaire Commandité ou être soumis à la réalisation de toute condition pouvant être imposée par l'Actionnaire Commandité, incluant en cela, mais sans s'y limiter, le paiement par l'Actionnaire d'Actions de la Direction ou par le Destinataire du Transfert de tous les coûts soutenus par la Société et/ou l'Actionnaire Commandité dans le cadre dudit Transfert) si ce n'est:

9.1.1 lorsque requis par l'Article 8;

9.1.2 lorsque requis par l'Article 10; ou

9.1.3 au représentant personnel ou aux représentants personnels d'un Actionnaire d'Actions de la Direction qui est décédé.

9.2 Un Actionnaire d'Actions de la Direction qui a, ou dont les Détenteurs Liés ou autres Destinataires du Transfert ont, suite à tout Transfert autorisé conformément à l'Article 9.1, le titre de propriété bénéficiaire sur des Actions de la Direction qui sont détenues par un prête-nom ou un fiduciaire, s'engage à faire en sorte que ledit Destinataire du Transfert respecte les dispositions des présents Statuts, lesquelles ont force obligatoire sur les Actionnaires d'Actions de la Direction, y compris en prenant tout engagement et en signant tout document que l'Actionnaire Commandité pourrait exiger. Dans le cadre de tout Transfert autorisé au sens de l'Article 9.1, l'Actionnaire Commandité sera en droit d'exiger les preuves qu'il estime nécessaires pour établir que ledit Transfert est autorisé au sens de l'Article 9.1 et, si l'Actionnaire Commandité en fait la requête, pour assurer le respect par l'Actionnaire d'Actions de la Direction ou par son Destinataire du Transfert du présent Article 9.2 en obtenant un avis juridique coutumier auprès d'un conseil du Destinataire du Transfert visant à confirmer que les termes dudit engagement sont légaux, valables et juridiquement contraignants pour ledit Destinataire du Transfert.

9.3 Si toute personne, à laquelle un Actionnaire d'Actions de la Direction a Transféré des Actions de la Direction conformément à l'Article 9.1.3, cesse (à la seule et entière discrétion de l'Actionnaire Commandité) de relever de la catégorie de personnes dont elle relevait lorsque ledit Transfert a été effectué, le Destinataire du Transfert correspondant devra transférer, dans les vingt-et-un (21) jours suivant une notification écrite en ce sens que lui aura adressée l'Actionnaire Commandité, les Actions qu'il détient à un autre Destinataire du Transfert jugé acceptable par l'Actionnaire Commandité.

9.4 Tout Transfert ou prétendu Transfert d'Actions par un Actionnaire d'Actions de la Direction ou par son Destinataire du Transfert en violation du présent Article 9 sera nul et sans effet. Tout Transfert d'Actions de la Direction en violation du présent Article 9 ne sera pas enregistré.

10. Remboursement ou Transfert de la Participation du Sortant.

10.1 Tout détenteur d'Actions de la Direction qui décède ou qui, pour quelque raison que ce soit, cesse d'être un employé, un consultant et/ou un administrateur de toute Société du Groupe (que son contrat de travail ou de prestation de services soit ou non valablement résilié et/ou que ladite résiliation soit ou non illégitime ou injuste ou autre) (un «Sortant») et toute personne à laquelle ledit Sortant a transféré des Actions de la Direction (incluant en cela son ou ses représentants personnels) (chacune un «Détenteur Lié»), devront proposer de vendre irrévocablement (l'«Offre du Sortant») à la personne ou aux personnes (Société incluse), dans chacun des cas telles que désignées par l'Actionnaire Commandité et suivant les combinaisons que ce dernier indiquera, certaines ou toutes les Actions de la Direction (suivant ce que pourra décider l'Actionnaire Commandité) au regard desquelles il est le détenteur enregistré (la «Participation du Sortant»).

10.2 Chaque détenteur d'une Participation du Sortant doit faire une Offre du Sortant (ladite offre devant rester ouverte jusqu'à la survenance d'un Événement de Rendement concernant ladite Participation du Sortant (la «Période d'offre»)) concernant la Participation du Sortant correspondante conformément à l'Article 10.1 ainsi que requis par l'Actionnaire Commandité. Ladite obligation du détenteur d'une Participation du Sortant prendra effet immédiatement à la Date de Sortie et, si le détenteur d'une Participation du Sortant ne fait pas une telle offre à la Date de Sortie, le détenteur de la Participation du Sortant sera réputé avoir fait une telle Offre du Sortant à la Date de Sortie et l'Actionnaire Commandité agira en conséquence.

10.3 L'Article 10.10 (Renonciation de droits) s'appliquera inconditionnellement à la Participation du Sortant de tout détenteur d'une Participation du Sortant à la Date de sortie.

10.4 Un Sortant ne pourra Transférer ou proposer de Transférer, et devra faire en sorte que chaque Détenteur Lié ne Transfère ou ne propose de Transférer, aucune Participation du Sortant pendant la Période d'Offre sans le consentement écrit de l'Actionnaire Commandité ou conformément à une Offre du Sortant.

10.5 L'heure, la date et le lieu de réalisation de tout Transfert de Participation du Sortant à titre d'acceptation de l'Offre du Sortant seront arrêtés moyennant avis écrit de l'Actionnaire Commandité.

Prix

10.6 Actionnaire de Gestion d'Activité

10.6.1 Si le Sortant est Actionnaire de Gestion d'Activité et un Bon Sortant (un «Bon Sortant d'Activité»), le prix payable au Bon Sortant d'Activité et à son Détenteur Lié pour leur Participation du Sortant sera: (i) s'agissant d'Actions Dévolues, un montant égal au rendement de la Participation du Sortant que le Sortant et ses Détenteurs Liés auraient perçu au sens de l'Article 6 si, à la Date de Sortie, un Événement de Rendement d'Activité avait eu lieu pour une contrepartie en numéraire à la Juste Valeur de Marché du Sortant d'Activité alors en cours, du Segment d'Activité correspondant; et (ii) s'agissant de toute autre Participation du Sortant, le plus faible d'entre: (A) un montant équivalent au rendement de la Participation du Sortant que le Sortant et ses Détenteurs Liés auraient perçu au sens de l'Article 6 si, à la Date de Sortie, un Événement de Rendement d'Activité avait eu lieu pour une contrepartie en numéraire à la Juste Valeur de Marché du Sortant d'Activité, alors en cours, du Segment d'Activité correspondant; et (B) la valeur nominale de ladite Participation du Sortant.

10.6.2 Si le Sortant est Actionnaire de Gestion d'Activité et un Mauvais Sortant (un «Mauvais Sortant d'Activité»), le prix payable audit Mauvais Sortant d'Activité ou à son Détenteur Lié pour l'intégralité de la Participation du Sortant dudit Sortant sera le plus faible d'entre: (i) un montant équivalent au rendement de la Participation du Sortant que le Sortant et ses Détenteurs Liés auraient perçu au sens de l'Article 6 si, à la Date de Sortie, un Événement de Rendement d'Activité avait eu lieu pour une contrepartie en numéraire à la Juste Valeur de Marché du Sortant d'Activité, alors en cours, du Segment d'Activité correspondant; et (ii) la valeur nominale de ladite Participation du Sortant.

10.6.3 La juste valeur de marché du Segment d'Activité (la «Juste Valeur de Marché du Sortant d'Activité») à toute Date de Sortie sera déterminée par l'Actionnaire Commandité en appliquant les principes d'évaluation généralement acceptés communément appliqués à de telles activités commerciales en fonction de la valeur d'exploitation du Segment d'Activité, de la valeur de segments d'activités comparables au sein de groupes d'entreprises comparables et de transactions comparables pertinentes sur le marché, eu égard à leurs perspectives immédiates, et dans l'hypothèse qu'à la date à laquelle ladite valeur doit être calculée, un Événement de Rendement d'Activité soit produit, déterminé sur la base d'un vendeur intentionné et d'un acheteur intentionné pour une contrepartie en numéraire payable à la réalisation d'une telle vente et sans qu'aucune remise ne soit appliquée au titre de restrictions ou de participation minoritaire.

10.7 Actionnaire de Gestion du Groupe

10.7.1 Si le Sortant est Actionnaire de Gestion du Groupe et un Bon Sortant (un «Bon Sortant du Groupe»), le prix payable au Bon Sortant du Groupe et à son Détenteur Lié pour leur Participation du Sortant sera: (i) s'agissant d'Actions Dévolues, un montant égal au rendement de la Participation du Sortant que le Sortant et ses Détenteurs Liés auraient perçu au sens de l'Article 6 si, à la Date de Sortie, un Événement de Rendement du Groupe avait eu lieu pour une contrepartie en numéraire à la Juste Valeur de Marché du Sortant du Groupe; et (ii) s'agissant de toute autre Participation du Sortant, le plus faible d'entre: (A) un montant équivalent au rendement de la Participation du Sortant que le Sortant et ses Détenteurs Liés auraient perçu au sens de l'Article 6 si, à la Date de Sortie, un Événement de Rendement du Groupe avait eu lieu pour une contrepartie en numéraire à la Juste Valeur de Marché du Sortant du Groupe; et (B) la valeur nominale de ladite Participation du Sortant.

10.7.2 Si le Sortant est Actionnaire de Gestion du Groupe et un Mauvais Sortant (un «Mauvais Sortant du Groupe»), le prix payable audit Mauvais Sortant du Groupe ou à son Détenteur Lié pour l'intégralité de la Participation du Sortant dudit Sortant sera le plus faible d'entre: (i) un montant équivalent au rendement de la Participation du Sortant que le Sortant et ses Détenteurs Liés auraient perçu au sens de l'Article 6 si, à la Date de Sortie, un Événement de Rendement du Groupe avait eu lieu pour une contrepartie en numéraire à la Juste Valeur de Marché du Sortant du Groupe, alors en cours, du Segment d'Activité correspondant; et (ii) la valeur nominale de ladite Participation du Sortant.

10.7.3 La juste valeur de marché du Groupe (la «Juste Valeur de Marché du Sortant du Groupe») à toute Date de Sortie sera déterminée par l'Actionnaire Commandité en appliquant les principes d'évaluation généralement acceptés communément appliqués à de telles activités commerciales en fonction de la valeur d'exploitation du Groupe, de la valeur de société de groupes comparables et de transactions comparables pertinentes sur le marché, eu égard à leurs perspectives immédiates, et dans l'hypothèse qu'à la date à laquelle ladite valeur doit être calculée, un Événement de Rendement du Groupe soit produit, déterminé sur la base d'un vendeur intentionné et d'un acheteur intentionné pour une contrepartie en numéraire payable à la réalisation d'une telle vente et sans qu'aucune remise ne soit appliquée au titre de restrictions ou de participation minoritaire.

Paiement

10.8 Sous réserve de l'Article 10.9, la Société fera en sorte que le montant dû pour ladite Participation du Sortant soit payé par la Société (s'il s'agit d'un rachat) ou par le Destinataire du Transfert concerné (s'il s'agit d'un transfert) au Sortant concerné à la date du rachat ou du transfert.

10.9 La Société (s'il s'agit d'un rachat) ou le Destinataire du Transfert concerné (s'il s'agit d'un transfert) aura le droit de payer la Participation du Sortant, et le Sortant sera obligé d'accepter si un tel droit est exercé, une contrepartie partielle ou intégrale sous la forme d'emprunts obligataires non garantis ne portant pas intérêt émis par une Société du Groupe (dont la durée ne dépassera pas une date intervenant 5 Jours ouvrables à compter de la date de tout Événement de Rendement qui serait applicable à ladite Participation du Sortant) (les «Emprunts obligataires du Sortant»).

Renonciation de droits

10.10 Aussitôt qu'un détenteur d'Actions de la Direction devient un Sortant:

10.10.1 le Sortant et chacun de ses Détenteurs Liés seront réputés avoir renoncé et s'être défaits (et, pour lever toute ambiguïté, les Sortants et leurs Détenteurs Liés s'engagent irrévocablement, par les présentes, à ne pas les exercer) de tout droit de vote attaché à la Participation du Sortant et de tout droit de préemption portant sur toute action ou autre titre de la Société; et

10.10.2 le Sortant et chacun de ses Détenteurs Liés ne seront pas comptés aux fins de la détermination du nombre total de voix pouvant être exprimées au cours d'une assemblée, ou pouvant être requises aux fins d'une résolution écrite de tout membre ou de toute catégorie de membres, ou aux fins de tout autre consentement suivant ce qui est requis en vertu des Statuts; et

10.10.3 pour autant qu'applicable, le Sortant et chacun de ses Détenteurs Liés devront immédiatement démissionner de toute position au sein du conseil d'administration de toute Société du Groupe.

10.10.4 sur acceptation écrite d'une Offre du Sortant, l'ensemble et chacun des droits attachés à la Participation du Sortant seront réputés être transférés au Destinataire du Transfert ou aux Destinataires du Transfert concernés.

Mauvais Sortant Reclassé

10.11 Si un Sortant qui était un Bon Sortant enfreint tout engagement ferme restrictif, s'appliquant après la résiliation ou après l'actionnariat, qui serait en faveur d'une Société du Groupe (y compris, mais sans s'y limiter, dans son contrat de travail ou de prestation de services ou dans tout accord transactionnel ou de départ), l'Actionnaire Commandité pourra reléguer ledit Sortant au rang de Mauvais Sortant (un «Mauvais Sortant Reclassé») sans égard pour les circonstances entourant la cessation de sa qualité de salarié ou de consultant du Groupe ou toute décision précédente prise conformément à (A) concernant la définition de Bon Sortant.

10.12 Si, à quelque moment que ce soit, un Sortant devient un Mauvais Sortant Reclassé, sans préjudice de tout autre droit ou voie de droit que toute Société du Groupe pourrait avoir, le Mauvais Sortant Reclassé et chacun de ses Détenteurs Liés:

10.12.1 n'auront pas le droit de garder ou de recevoir le Montant Excédentaire du Bon Sortant; et

10.12.2 si l'Actionnaire Commandité en fait la requête écrite, ils devront immédiatement:

(i) rembourser le Montant Excédentaire du Bon Sortant à la personne que l'Actionnaire Commandité désignera; ou

(ii) transférer, sans aucune contrepartie, le montant du principal des Emprunts Obligataires du Sortant, qui équivaut au Montant Excédentaire du Bon Sortant, à l'émetteur desdits Emprunts Obligataires du Sortant pour qu'ils soient annulés.

11. Dévolution des Actions de la Direction. Les Actions de la direction deviendront des Actions dévolues conformément au Pacte d'Actionnaires.

12. Assurances supplémentaires. Au cas où il s'imposerait, en vertu des présents Statuts ou autrement, d'annuler, rembourser ou transférer une Action de la Direction, quelle qu'elle soit, le détenteur desdites Actions de la Direction:

12.1 devra signer tous les documents et accomplir toutes les démarches que l'Actionnaire Commandité, à sa seule et entière discrétion, estime nécessaires ou utiles pour donner effet à ladite exigence; et

12.2 sera réputé avoir nommé l'Actionnaire Commandité en qualité de son fondé de pouvoir et, à défaut, son mandataire, pour qu'il:

12.2.1 signe et délivre pour valoir expression d'intention tous lesdits documents et qu'il accomplisse toutes lesdites démarches que l'Actionnaire Commandité, à sa seule et entière discrétion, estime nécessaires ou utiles pour donner effet à ladite exigence; et

12.2.2 reçoive, ou donne instruction pour que soient reçus, les produits de toute annulation, remboursement ou transfert desdites Actions de la Direction et ladite réception ou instruction vaudra quittance en bonne et due forme pour la partie effectuant le paiement de son obligation de payer lesdits produits au détenteur des Actions de la Direction (bien que, pour lever toute ambiguïté, l'Actionnaire Commandité doit rendre compte desdits produits au détenteur des Actions de la Direction mais ne sera aucunement dans l'obligation de payer des intérêts sur lesdits produits).

III. Direction - Représentation

13. Direction - Représentation.

13.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés par le ou les Actionnaires Commandités qui établiront le mandat (le «Gérant»). Les Gérants peuvent être des Actionnaires ou un tiers. L'Actionnaire Commandité peut se nommer soi-même Gérant ou, s'il y a plus d'un Actionnaire Commandité, lesdits Actionnaires Commandités peuvent nommer un ou plusieurs Gérants parmi eux.

13.2 En l'absence d'un Gérant nommé conformément au paragraphe 13.1, tous les pouvoirs seront exercés par l'Actionnaire Commandité ou, en cas de pluralité d'Actionnaires Commandités, par chaque Actionnaire Commandité agissant séparément.

13.3 Le ou les Gérants disposent des pouvoirs les plus amples pour accomplir tous les actes d'administration et d'aliénation dans l'intérêt de la Société, qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les Statuts aux Actionnaires ou au Conseil de Surveillance et détiennent tous les pouvoirs pour accomplir et approuver pour la Société tous les actes et les opérations qui sont cohérents avec l'objet de la Société.

13.4 Si le ou les Gérants ne sont pas des Actionnaires Commandités, le ou les Gérants seront responsables (i) envers la Société, conformément aux dispositions de loi générales, de l'exécution du mandat qui lui est ou leur est conféré et de toute faute au niveau de la gestion des affaires de la Société et (ii) envers la Société et toute tierce partie pour des dommages résultant de la violation de la Loi ou des Statuts.

13.5 Le ou les Gérants rapporteront les résultats de leur gestion et administration aux Actionnaires.

13.6 Le ou les Gérants peuvent, à tout moment, nommer un ou plusieurs mandataires ad hoc pour qu'ils accomplissent des missions spécifiques. Le ou les Gérants établiront les pouvoirs et la rémunération (le cas échéant) dudit ou desdits mandataires, la durée de leur période de représentation et toute autre condition pertinente au mandat. Le ou les mandataires ainsi nommés sont, dans tous les cas, révocables ad nutum sur décision du ou des Gérants.

13.7 La nomination d'un ou de plusieurs mandataires au sens du paragraphe 13.6 sera sans effet sur la responsabilité juridique du ou des Gérants.

13.8 La Société sera liée par la signature unique du Gérant ou, s'il y a plusieurs Gérants, par la signature unique de tout Gérant ou par la signature unique de toute personne à laquelle le pouvoir de signature pour le compte de la Société a été valablement délégué par le ou les Gérants conformément à l'article 13.6. de la Société.

13.9 Le ou les Gérants peuvent percevoir une rémunération annuelle pour l'exercice de leurs fonctions auprès de la Société, et ladite rémunération doit être périodiquement arrêtée par les Actionnaires.

13.10 Les transactions conclues par la Société qui sont en conflit avec les intérêts de son ou de ses Gérants doivent être consignées dans des procès-verbaux. Cela ne s'applique pas aux transactions menées dans des circonstances normales dans le cadre du déroulement ordinaire de l'activité. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou personne ne saurait être affecté ou invalidé par le fait que le Gérant/un Gérant ou tout dirigeant de la Société a un intérêt dans la transaction, ou est un administrateur, associé, dirigeant ou employé de ladite autre société ou personne.

IV. Actionnaires Commanditaires

14. Actionnaires commanditaires.

14.1 Sauf autrement prévu par la Section V de la Loi, aucun Actionnaire Commanditaire ne pourra accomplir d'actes de gestion à l'égard de tierces parties (les «Actes de Gestion Interdits»).

14.2 Rien de ce qui suit ne constitue un Acte de Gestion Interdit:

- (a) l'exercice des droits/prérogatives des Actionnaires;
- (b) tout conseil donné par les Actionnaires Commanditaires à la Société, son ou ses Actionnaires Commandités, les sociétés affiliées de la Société et leurs Actionnaires Commandités/Gérants,
- (c) toute action ayant pour but de superviser/surveiller la gestion de la Société; et
- (d) l'octroi de tout prêt, garantie ou sûreté ou toute autre aide financière analogue à la Société, son ou ses Actionnaires Commandités ou l'une ou l'autre de ses sociétés affiliées.

14.3 Tout Actionnaire Commanditaire sera responsable, à titre individuel, à l'égard de tierces parties pour tout Acte de Gestion Interdit, y compris tout engagement de la Société à l'égard desdites tierces parties auquel il n'aurait pas participé, dans la mesure où ledit Actionnaire Commanditaire a régulièrement accompli des Actes de Gestion Interdits à l'égard des tierces parties concernées.

V. Assemblées générales des actionnaires

15. Pouvoirs et droits de vote.

15.1 Les résolutions des Actionnaires seront adoptées lors d'une assemblée générale des actionnaires (chacune étant désignée une «Assemblée Générale»).

15.2 Chaque action donne droit à son détenteur à une (1) voix.

16. Avis de convocation, quorum, majorité et procédure de vote.

16.1 Les Actionnaires peuvent être convoqués aux Assemblées Générales par le Gérant ou par le Conseil de surveillance. Les Actionnaires doivent être convoqués à une Assemblée Générale suite à une requête écrite (avec indication de l'ordre du jour) des Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social.

16.2 Un avis de convocation écrit de toute Assemblée Générale devra être remis à tous les Actionnaires avec un préavis de huit (8) jours au moins avant la date fixée pour ladite assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de l'urgence devront être indiquées dans l'avis de convocation.

16.3 Les Assemblées Générales se tiendront au lieu (mais non aux États-Unis d'Amérique) et à la date et à l'heure précisés dans les avis de convocation.

16.4 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils s'estiment dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

16.5 Un Actionnaire peut accorder une procuration écrite à une autre personne (qui ne doit pas nécessairement être un actionnaire) afin de se faire représenter à toute Assemblée Générale.

16.6 Tout Actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou par vidéoconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à tous ceux qui participent à l'assemblée de s'identifier, de s'entendre et de parler les uns avec les autres. La participation par de tels moyens est considérée équivalente à une participation en personne à l'assemblée.

16.7 Tout Actionnaire peut voter en utilisant les bulletins fournis par la Société à cet effet. Les bulletins de vote doivent contenir la date, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et le texte des résolutions proposées. Pour chaque résolution, le bulletin doit porter trois cases permettant de voter soit en faveur soit à l'encontre de la résolution en question, soit encore de s'abstenir. Les Actionnaires doivent retourner leurs bulletins de vote au siège social de la Société. Seuls les bulletins de vote reçus avant l'Assemblée Générale seront pris en compte pour calculer le quorum de l'assemblée. Les bulletins de vote n'indiquant ni une intention de vote ni une abstention seront considérés nuls.

16.8 Les résolutions à adopter aux Assemblées Générales doivent être adoptées à la majorité simple des voix, sans égard pour la proportion de capital social présent ou représenté.

16.9 Une Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour précise les modifications proposées à apporter aux Statuts, y compris le texte de toute proposition de modification concernant l'objet ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale sera convoquée moyennant des avis publiés deux fois dans le Mémorial et dans deux journaux luxembourgeois, avec un intervalle de quinze (15) jours au moins et quinze (15) jours avant la date fixée pour l'assemblée. Ces avis de convocation contiendront la date et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ainsi que les résultats de l'Assemblée Générale précédente. La deuxième Assemblée Générale délibérera valablement sans égard pour la proportion de capital représenté. Aux deux Assemblées Générales, les résolutions devront être adoptées à la majorité des deux tiers des voix exprimées, incluant le consentement du ou des Actionnaires Commandités.

16.10 Tout changement de nationalité de la Société et toute augmentation de l'engagement d'un Actionnaire dans la Société requièrent le consentement unanime des Actionnaires et des détenteurs d'obligations (le cas échéant).

VI. - Supervision - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

17. Conseil de surveillance / Réviseurs d'entreprise.

17.1 La Société est soumise à la supervision d'un conseil de surveillance composé de trois (3) membres au moins (le «Conseil de Surveillance») qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires.

17.2 Lorsque la loi l'exige ou lorsque la Société le décide, les opérations de la Société seront examinées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés externes. La Société peut alors décider de ne pas constituer, ou de le supprimer, suivant le cas, de Conseil de Surveillance.

17.3 L'Assemblée Générale nommera les membres du Conseil de Surveillance, et en déterminera le nombre et la rémunération ainsi que la durée du mandat. Le mandat des membres du Conseil de Surveillance ne peut avoir une durée supérieure à six (6) ans mais il peut être renouvelé.

17.4 Le Conseil de Surveillance doit nommer un président parmi ses membres et peut choisir un secrétaire.

17.5 Le Conseil de Surveillance se réunira (mais non aux États-Unis d'Amérique) à la requête du Gérant ou de l'un ou l'autre de ses membres.

17.6 Un avis de convocation écrit de toute réunion du Conseil de Surveillance sera remis à tous les membres avec un préavis de vingt-quatre (24) heures au moins, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de l'urgence devront être précisées dans l'avis de convocation.

17.7 Aucun avis n'est requis si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés et que chacun d'eux déclare être parfaitement au courant de l'ordre du jour de la réunion. Un membre du Conseil de Surveillance peut également renoncer à l'avis de convocation d'une réunion, que ce soit avant ou après la réunion. Il n'est pas besoin d'avis écrits distincts pour des réunions qui se tiennent à des dates et en des lieux indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Surveillance.

17.8 Tout membre du Conseil de Surveillance peut accorder à un autre membre du Conseil de Surveillance une procuration pour se faire représenter à toute réunion du Conseil de Surveillance.

17.9 Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les résolutions du Conseil de Surveillance, pour être valables, doivent être adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Le président aura une voix de départage en cas d'égalité de voix. Les résolutions du Conseil de Surveillance seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président, par tous les membres présents ou représentés à la réunion, ou par le secrétaire (le cas échéant).

17.10 Tout membre du Conseil de Surveillance peut participer à toute réunion du Conseil de Surveillance par téléphone ou par vidéoconférence, ou par tout autre moyen de communication permettant à tous ceux qui participent à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de parler les uns avec les autres. La participation par de tels moyens est considérée équivalente à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

17.11 Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront valables et contraignantes comme si elles étaient adoptées lors d'une réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue, et porteront la date de la dernière signature apposée.

17.12 Les membres du Conseil de Surveillance ne peuvent être tenus personnellement responsables en raison de leur mandat de tout engagement qu'ils ont valablement pris au nom de la Société, pour autant que ces engagements soient conformes aux Statuts et à la Loi.

18. Exercice financier et approbation des comptes annuels.

18.1 L'exercice social commence le premier (1) octobre et se termine le trente (30) septembre de l'année suivante.

18.2 Chaque année, le Gérant prépare le bilan et le compte de résultat, ainsi qu'un inventaire établissant la valeur de l'actif et du passif de la Société avec une annexe récapitulant les engagements de la Société et les dettes dues par le ou les dirigeants, le ou les Gérants et les membres du Conseil de Surveillance à la Société.

18.3 Un mois avant l'Assemblée Générale Annuelle, le Gérant fournira au Conseil de Surveillance un rapport assorti de la documentation à l'appui des opérations de la Société. Le Conseil de Surveillance préparera alors un rapport énonçant ses propositions.

18.4 L'Assemblée Générale Annuelle se tiendra au siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, ainsi que précisé dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10h00 du matin. Lorsqu'un tel jour n'est pas un jour ouvrable au Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

18.5 L'Assemblée Générale Annuelle peut se tenir à l'étranger (mais non aux États-Unis d'Amérique) si, à la discrétion absolue du Gérant, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

19. Affectation des bénéfices.

19.1 Cinq pourcent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société doivent être affectés à la réserve requise par la Loi (la «Réserve légale»). Cette exigence cesse lorsque la Réserve légale atteint un montant égal à dix pourcent (10%) du capital social.

19.2 Sous réserve et conformément à l'Article 8, l'Assemblée Générale déterminera l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut décider de payer un dividende (auquel cas, l'approbation du ou des Actionnaires Commandités

est nécessaire), de transférer le solde à un compte de réserve ou de le reporter en avant conformément aux dispositions légales applicables.

19.3 Sous réserve et conformément à l'Article 8, des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, sous réserve des conditions suivantes:

(i) Le Gérant doit établir les comptes intermédiaires;

(ii) Les comptes intermédiaires doivent indiquer l'existence de bénéfices suffisants et d'autres réserves (compte de prime d'émission inclus) disponibles pour procéder à une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne pourra pas dépasser les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice financier pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, majorés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et minorés des pertes reportées et des sommes devant être affectées à la réserve légale ou à une réserve statutaire;

(iii) La décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être prise par le Gérant dans un délai de deux (2) mois à compter de la date des comptes intermédiaires; et

(iv) Le Conseil de Surveillance ou les réviseurs d'entreprises agréés externes, suivant le cas, doivent préparer un rapport adressé au Gérant, lequel doit vérifier si les conditions ci-dessus sont bien remplies.

VII. Dissolution - Liquidation

20.1 La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'Assemblée Générale agissant conformément aux conditions prescrites pour procéder à la modification des Statuts.

20.2 L'Assemblée Générale nommera un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires, chargés de procéder à la liquidation, et en déterminera le nombre, les pouvoirs et la rémunération. Sauf autrement décidé par l'Assemblée générale, les liquidateurs auront tous les pouvoirs pour réaliser les actifs de la Société et payer son passif.

20.3 Le boni (le cas échéant) résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif sera distribué aux Actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'eux.

20.4 Faute de nomination d'un liquidateur conformément au paragraphe 14.2, le ou les Actionnaires Commandités agiront et seront considérés comme le ou les liquidateurs de la Société.

20.5 La Société doit être dissoute par une résolution des Actionnaires adoptée conformément au paragraphe 1 du présent article dans les scénarios suivants:

(a) Sur révocation ou démission de l'Actionnaire Commandité (en tant que dernier Actionnaire Commandité restant) de la Société au cas où les Actionnaires ne parviendraient pas à convenir de tout autre Actionnaire Commandité conformément à l'article 4.3. des Statuts;

(b) Lors de la survenance de tout événement laissant l'Actionnaire Commandité en qualité de dernier Actionnaire de la Société.

VIII. Dispositions générales

21.1 Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les résolutions circulaires peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

21.2 Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil de Surveillance peuvent également être données par un membre du Conseil de Surveillance conformément aux conditions acceptées par le Conseil de Surveillance.

21.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou les résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

21.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les Actionnaires.

Disposition transitoire

Le premier exercice financier de la Société débute à la date du présent acte et se termine le trente (30) septembre 2014.

Souscription et libération

Findus Manco GP S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à trois millions cent mille (3.100.000) Actions Illimitées sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,-).

Jari LATVANEN, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à six mille (6.000) Actions B1 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions B2 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions B3 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions B4 (telles que définies dans les Statuts), six mille (6.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et mille huit cent soixante

(1.860) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de deux cent vingt Euros quatre-vingt centimes d'Euro (EUR 220,80).

Matthieu LAMBEAUX, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à six mille (6.000) Actions C1 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions C2 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions C3 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions C4 (telles que définies dans les Statuts), six mille (6.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et mille huit cent soixante (1.860) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de deux cent vingt Euros quatre-vingt centimes d'Euro (EUR 220,80).

Peter WARD, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à six mille (6.000) Actions D1 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions D2 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions D3 (telles que définies dans les Statuts), mille cinq cent (1.500) Actions D4 (telles que définies dans les Statuts), six mille (6.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), mille huit cent soixante (1.860) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de deux cent vingt Euros quatre-vingt centimes d'Euro (EUR 220,80).

James HILL, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à vingt mille (20.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), six mille deux cent (6.200) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), six mille deux cent (6.200) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et six mille deux cent (6.200) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de trois cent quatre-vingt-six Euros (EUR 386).

William SHOWALTER, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à dix mille (10.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), trois mille cent (3.100) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), trois mille cent (3.100) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et trois mille cent (3.100) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de cent quatre-vingt-treize Euros (EUR 193).

David ALLEN, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à quatre mille (4.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), mille deux cent quarante (1.240) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), mille deux cent quarante (1.240) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), mille deux cent quarante (1.240) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de soixante-dix-sept Euros vingt centimes d'Euro (EUR 77,20).

Wayne HUDSON, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à deux mille (2.000) Actions D1 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Action D2 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions D3 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions D4 (telles que définies dans les Statuts), deux mille (2.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), six cent vingt (620) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), six cent vingt (620) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et six cent vingt (620) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de soixante-treize Euros et soixante centimes d'Euro (EUR 73,60).

Niklas FINNE, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à deux mille (2.000) Actions B1 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions B2 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions B3 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions B4 (telles que définies dans les Statuts), deux mille (2.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), six cent vingt (620) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), six cent vingt (620) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et six cent vingt (620) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de soixante-treize Euros et soixante centimes d'Euro (EUR 73,60).

Malcolm LOFTS, représenté comme indiqué ci-dessus, souscrit à deux mille (2.000) Actions D1 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions D2 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions D3 (telles que définies dans les Statuts), cinq cent (500) Actions D4 (telles que définies dans les Statuts), deux mille (2.000) Actions E1 (telles que définies dans les Statuts), six cent vingt (620) Actions E2 (telles que définies dans les Statuts), six cent vingt (620) Actions E3 (telles que définies dans les Statuts), et six cent vingt (620) Actions E4 (telles que définies dans les Statuts) sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime d'Euro (EUR 0,01) chacune, et accepte de les libérer intégralement par une contribution en numéraire d'un montant de soixante-treize Euros et soixante centimes d'Euro (EUR 73,60).

Le montant de trente-deux mille cinq cent trente-neuf Euros et quarante centimes d'Euro (EUR 32.539,40) est à la disposition de la Société et preuve de ce montant a été fournie au notaire soussigné.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 (le paragraphe (2) de l'article 26-1 n'étant pas applicable, aucun apport autre qu'en numéraire n'ayant été effectué à la constitution de la Société) de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement.

Les frais, coûts, honoraires et charges de toute nature, à la charge de la Société dans le cadre de sa constitution sont estimés à environ EUR 2.000.-

Résolutions des actionnaires

Immédiatement après la constitution de la Société, ses Actionnaires, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées membres du Conseil de Surveillance de la Société pour une période de 6 ans:

- James HILL, gérant, né le 22 février 1961 à Glasgow, Royaume-Uni, demeurant à Cleves House, 103 Palace Road, East Molesey, KT8 9DU;

- William SHOWALTER, gérant, né le 30 janvier 1963 en Indiana, USA, demeurant à Oakridge, Grimms Hill, Great Missenden, Bucks, HP16 9BG; et

- Charles LAFOLETTE, gérant, né le 5 novembre 1964 à New-York, U.S.A., avec adresse professionnelle au 452 Fifth Avenue, 21st Floor, New York, NY 10018.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Résolutions de l'actionnaire commandite conformément à l'article 13.1

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Actionnaire Commandité unique, représentant a adopté la résolution suivante:

La suivante est nommée Gérant unique de la Société pour une période illimitée:

- Findus Manco GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d'un capital social de EUR 12.500,-.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais et parle l'anglais, déclare que, à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version en française et qu'en cas de divergences, le texte anglais prévaut.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après lecture à haute voix du présent acte, le notaire le signe ainsi que les représentants autorisés des parties comparantes.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014. Relation: LAC/2014/29734. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 juillet 2014.

Référence de publication: 2014095839/2246.

(140114608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2014.

East-West United Bank, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 10, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 12.049.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Martin Pcola / Katty FRIES POITOUX

Le mandataire / Managing Director / Chief Accountant

Référence de publication: 2014090994/13.

(140108425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2014.

Cross Property Investment Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 173.893.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014089955/9.

(140107296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Energy Machines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 151.077.

L'assemblée générale des actionnaires tenue le 25 juin 2014 à Luxembourg a décidé de renouveler le mandat de commissaire aux comptes confié à la société à responsabilité limitée EUROPEAN AUDIT (RCS B 50956) pour une période de 6 années s'achevant avec la tenue de l'assemblée générale prévue en 2020.

L'adresse de Monsieur Johan Harald GEDDA, administrateur délégué, est désormais Sundvaenget 43 à DK-2900 Hellerup.

Référence de publication: 2014090076/12.

(140107080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2014.

Innova AF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 170.685.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 16 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Emmanuel Mougeolle, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant A, avec effet immédiat;

2. Nomination de Quentin de Neve de Roden, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant A, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juin 2014.

Référence de publication: 2014093808/15.

(140111401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2014.

DMS Platform SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 170.999.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires de DMS Platform SICAV SIF (la «Société») tenue le 30 juin 2014 a adopté la résolution suivante:

1. PricewaterhouseCoopers Société Coopérative a été réélu dans sa fonction de Réviseur d'Entreprises de la Société pour une période d'un an se terminant à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de DMS PLATFORM SICAV SIF

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2014092737/16.

(140110391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2014.
